

LES RICHES NOUS VOLENT



AUGMENTEZ LES SALAIRES!

Dossier

**MOBILISÉ·E·S POUR LES
SALAIRES ET LES
CONDITIONS DE TRAVAIL!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Avec Macron, le débat
se fera dans la rue
Page 2

PREMIER PLAN

Covid-19: généraliser la
vaccination, pas le pass
vaccinal Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Soudan: une diplomatie
internationale complice de la junte
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec les occupantEs des
Jardins joyeux à Rouen quelques
jours après leur expulsion Page 12



édito

Par JULIEN SALINGUE

Avec Macron, le débat se fera dans la rue

L'entourage d'Emmanuel Macron a donc fait savoir à la presse que le président-candidat ne souhaitait pas, «à ce stade», participer aux débats de la présidentielle. Une manière pour Macron de se poser «au-dessus de la mêlée», mais aussi et surtout un moyen – parmi d'autres – d'utiliser sa position de président de la République pour faire campagne tout en n'ayant pas l'air de le faire. Macron multiplie ainsi les déplacements, évidemment médiatisés, et les annonces, entretenant soigneusement la confusion entre ce qui est du domaine de la politique du gouvernement actuel et de ce qui est de celui de son futur programme. Deux choses sont toutefois certaines : Macron est en campagne pour sa réélection ; il n'a pas l'intention de tirer le moindre bilan critique de ses politiques depuis cinq ans, et entend même les amplifier au cours de ce qu'il espère être son deuxième quinquennat. Retraites, sécu, services publics, frais d'inscription à l'université... Autant de sujets sur lesquels Macron a déjà annoncé la couleur : toujours plus de cadeaux pour les riches, toujours plus d'attaques contre les jeunes et les classes populaires.

Mais Macron, qui continue ainsi de montrer ce qu'il a prouvé depuis cinq ans, à savoir qu'il était un grand démocrate, ne souhaite pas débattre de ses propositions et de son programme. C'est bien noté. Mais que l'on se rassure : cela ne nous empêchera pas, nous, dans le cadre de la campagne présidentielle, dans les meetings, dans les réunions publiques, dans les médias, de dire tout le bien que nous pensons de la politique et du programme du président des ultra-riches.

Et surtout, il y a une confrontation que Macron ne pourra pas contourner quand bien même il fuirait les plateaux télé et les radios : celle de la rue. Dans la santé, dans l'éducation, dans le travail social, et dans bien d'autres secteurs, les mobilisations se sont réveillées ces dernières semaines, comme cela a été le cas sur les salaires, dans de multiples entreprises et avec la journée du 27 janvier. Il faut poursuivre et amplifier ! Et ainsi, que le président-candidat le veuille ou non, ses politiques et ses propositions seront au cœur de la campagne, et nous serons des centaines de milliers, voire des millions, à dire que nous voulons en finir avec Macron et son monde !

BIEN DIT

Macron ne veut pas débattre au 1^{er} tour. Il n'a pas passé cinq ans à enjambrer les corps intermédiaires mépriser la rue et dédaigner l'opposition dans une Assemblée caporalisée pour se faire remettre en place sur la réalité sociale en trois phrases par Poutou devant 15 millions de français.

GUILLAUME BLARDONE (journaliste), Twitter, 23 janvier 2022.

LES RICHES NOUS VOLENT

Augmentez les salaires !

À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'ampleur de la mobilisation du 27 janvier n'est pas connue. Traditionnellement, il est rare que de grandes mobilisations aient lieu à l'approche d'élections nationales. Mais leurs percées montrent l'ampleur de la crise sociale et l'urgence d'une réponse anticapitaliste.

En 2017, la mobilisation en Guyane, à l'initiative des 500 Frères et des organisations syndicales, avait marqué la campagne et fait apparaître devant des millions de personnes la réalité du colonialisme français et de la situation sociale dans les territoires d'Outre-mer. Cette année, ce sont les mobilisations aux Antilles qui se sont invitées dans la campagne. Démarrées contre le pass sanitaire, elles se sont élargies à la dénonciation de la situation sociale et à la pénurie dans le secteur de la santé en Martinique et en Guadeloupe. La mobilisation du 27 janvier sur les salaires et l'emploi s'inscrit dans une dynamique différente, le mouvement ouvrier n'ayant pas, en métropole, participé activement aux mobilisations contre le pass sanitaire puis le pass vaccinal. Mais elle est pourtant le révélateur d'une situation sociale dégradée et devenue insupportable pour une grande partie de la classe ouvrière.

Augmenter les salaires, réduire le temps de travail

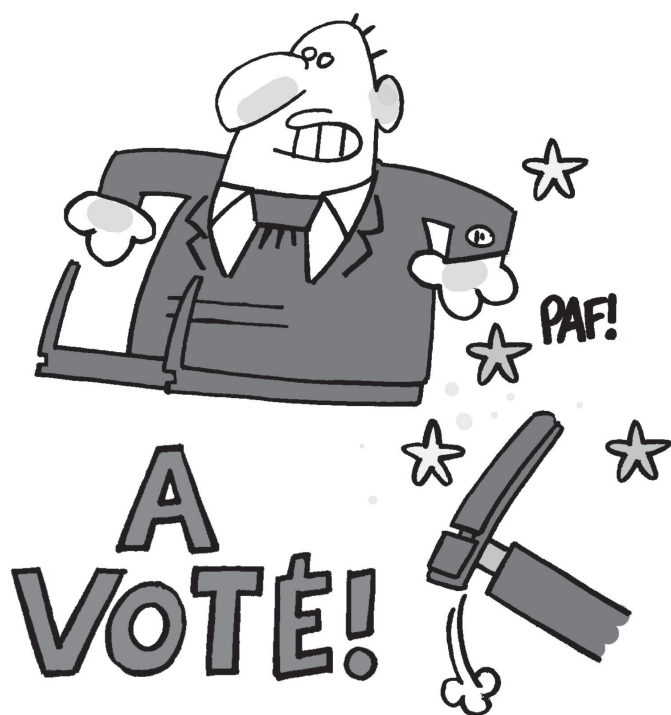
Ainsi, le salaire moyen en France, de 2330 euros net par mois, cache une autre réalité : le salaire moyen net réellement perçu par unE employéE est de 1200 euros net et de 1330 euros net pour unE ouvrierE. Pendant ce temps, de l'autre côté de l'échelle, ils se gavent. Les sociétés non financières (les entreprises qui produisent les richesses, moins les artisanEs, commerçantEs et autres indépendantEs) ont engrangé environ 140 milliards d'euros de bénéfices. Les entreprises du CAC 40 distribuent à leurs actionnaires environ 60 milliards d'euros, tandis que l'évasion fiscale représente environ

80 milliards d'euros. Ces chiffres se recoupent en partie, mais si on ne prenait « que » les 140 milliards de profits annuels réalisés sur notre dos, on pourrait financer une augmentation de 720 euros brut pour les 16 millions de salariéEs qui gagnent moins de 2300 euros... Alors, oui, notre revendication d'un salaire minimum de 1800 euros net n'est pas invraisemblable ! Elle nécessite juste de prendre l'argent là où il est. Augmenter les salaires est une chose mais, pour bien des salariéEs, il faudrait déjà qu'ils et elles aient un emploi. Alors nous revendiquons le passage immédiat aux 32 heures sans

perte de salaire, vers la semaine de quatre jours et les 28 heures, et l'embauche d'un million de personnels dans la fonction publique, à commencer par la santé et l'éducation. Tout cela permet d'offrir un emploi à chacunE, tout en ne souffrant plus au travail, en ayant du temps personnel et pour débattre démocratiquement du fonctionnement de la société, de ce qu'on produit, pourquoi et comment, de s'engager.

Pour que les luttes s'invitent dans la campagne

Cette mobilisation du 27 janvier en appelle d'autres. En effet, la



CHARMAG

mobilisation dans l'éducation, la colère dans la santé ont montré que la situation actuelle devient insupportable, entre les conditions de travail dans le cadre de la pandémie, les bas salaires, alors que l'inflation se confirme comme une réalité qui rogne chaque mois un peu plus nos conditions de vie.

Face à ces mobilisations, Macron et son gouvernement continuent leur politique libérale et autoritaire, avec le pass vaccinal, le projet d'augmentation des frais d'inscription dans les universités, la pénurie dans les services publics, dans une surenchère avec Péresse... L'extrême droite, de son côté, veut attaquer directement la Sécurité sociale en supprimant les cotisations sociales. Zemmour comme Le Pen exercent une pression sur la droite traditionnelle et sur Macron pour accélérer les politiques autoritaires, racistes et antisociales. Avec le soutien ou la complicité de la plupart des grands médias, et notamment le CNews de Bolloré.

Il est tant que les luttes changent le climat politique de cette campagne. Les mobilisations dans l'éducation ont marqué des points, tout en n'obtenant pas de réelles avancées. Celle du 27 janvier montre qu'il est possible et indispensable de revendiquer pour ses conditions salariales et de travail en période électorale. Les mobilisations du 8 mars pour les droits des femmes et du 19 mars pour les droits des étrangerEs doivent contribuer à mettre sur le devant de la scène les revendications sociales. En espérant que la question climatique et la question de la santé se retrouvent également portées par des secteurs, de la jeunesse ou du monde du travail, dans la prochaine période.

Pour le NPA et Philippe Poutou, toutes ces luttes, si elles sont fortes, si elles se rejoignent, peuvent aussi poser le problème politique du pouvoir : la nécessité de se débarrasser de Macron et d'un personnel politique qui n'a pour objectif que de servir les classes dominantes. Et, à l'opposé, la nécessité d'imposer un pouvoir d'en bas, celui de celles et ceux qui produisent les richesses, les exploités et les opprimés, pour en finir avec le capitalisme.

Antoine Larrache

COVID-19 Généraliser la vaccination, pas le pass vaccinal

Cette semaine, le pass vaccinal se met en place, validé par le conseil Constitutionnel, y compris dans ses aspects les plus liberticides de contrôle d'identité par les cafetiers, restaurateurs, un pas de plus vers une société de contrôle généralisée.

Quelques jours auparavant, fort opportunément, le Conseil d'analyse économique sortait une étude sur le pass sanitaire, lequel aurait sauvé plus de 4000 vies en France en six mois. L'organisme, rattaché à Matignon, n'a eu aucun mal à parer de toutes les vertus le pass macronien. Il a en effet comparé le pass à... l'absence de toute autre politique en faveur de la vaccination. Un biais majeur pour tous ceux qui, comme nous,

sont contre le pass, mais pour une politique active de vaccination, en cherchant à « convaincre plutôt que contraindre », à aller vers les plus isolés, dans une démarche de santé publique préconisée d'ailleurs par l'OMS. Il reste plus de 4,6 millions de non-vaccinés en France et, parmi eux, 12,1% de plus de 80 ans, parmi les plus fragiles. Triste bilan en réalité pour le pass macronien ! « Généraliser la vaccination, et pas le pass vaccinal », comme le titre la FSU.

Il y a d'autres solutions qu'emmerder les gens

Le pass vaccinal serait indispensable pour « éviter la saturation des hôpitaux ». Mais, dans le même temps, Jean Castex fait des annonces (levée du télétravail et des jauges en intérieur, notamment dans les stades) qui risquent bien de remplir l'hôpital, dans un contexte d'espoir de reflux rapide de l'épidémie qui s'éloigne. Le début de reflux esquissé en Île-de-France la semaine passée ne se

confirme pas. La France ne suit pas l'Angleterre, qui a divisé par deux ses contaminations en une semaine. La moyenne sur sept jours était de 58 décès quotidiens, fin novembre, au moment de l'annonce d'Omicron, elle est actuellement en plateau stable en France autour de 231 décès par jour. Pas un seul épidémiologiste ne pense que les mesures annoncées par Castex ont un quelconque fondement médical. Il s'agit plutôt d'un pari pré-électoral avec nos vies, laisser monter les hospitalisations, donc aussi les décès, pour pouvoir « lever les contraintes » et remplir les urnes ! Le tout en se parant des lauriers du chef de guerre qui « emmerde » les anti-vax et mène la nation à la victoire contre le virus.

Mais si la lutte contre le virus apparaît comme une « contrainte » insupportable à beaucoup, c'est surtout parce que Macron a choisi la voie de la contrainte et de l'autoritarisme pour

Un monde à changer

RÉSISTANCE CONTRE L'AUTOROUTE DE LA HONTE. Construire 16,5 km d'autoroute pour « désenclaver le Chablais » : c'est la volonté du département de la Haute-Savoie et du ministère français de la Transition énergétique (sic). C'est fin 2019 que le projet a été déclaré d'utilité publique, quelques jours à peine après l'inauguration du Léman Express – que cette autoroute longerait. Les recours déposés par les villes de Genève et Carouge, EÉLV, Attac 74, la Confédération paysanne mais aussi des riverainEs et des agriculteurEs ont tous été rejetés en bloc le 30 décembre dernier par la plus haute autorité juridique française. La construction de cette A412 détruira pourtant plus de 150 hectares de forêts et prairies, zones humides et terres agricoles, menaçant l'existence de plusieurs fermes. Cet aspirateur à voitures coûtant plus de 230 millions d'euros fera concurrence au Léman Express, alors même que l'urgence est à un transfert massif vers les transports publics. Pire encore : comme la plupart des projets routiers, ce projet va générer une demande induite de trafic. En effet, l'autoroute va rendre l'usage de la voiture encore plus attractif et créer de nouvelles habitudes motorisées, ceci en contradiction totale avec les objectifs climatiques, notamment du Canton de Genève, dont le plan climat

prévoit une diminution de 40% du trafic motorisé d'ici 2030. Or, près de la moitié des 15 000 véhicules/jour sur cette autoroute se dirigeront vers Genève, au risque de saturer les douanes, puis les communes de la rive gauche du Canton. L'un des prétextes pour réaliser cette A412 est de soi-disant « soulager » les localités du Chablais sinistrées par le trafic. Mais dans une région où la plupart des déplacements en voiture sont locaux et donc pas substituables par l'autoroute, celle-ci risque bien de ne pas changer la situation. Tout allègement du trafic n'y sera au mieux que temporaire puisque l'autoroute ne fera que renforcer la dépendance automobile, renforçant ainsi un vieux cercle vicieux... Aux dernières nouvelles, l'oubli d'inscription du projet dans le plan local d'urbanisme devrait retarder de quelques mois le début des travaux, car de nouvelles études d'impact environnemental doivent être réalisées. De quoi donner un peu de temps pour construire une solidarité transfrontalière avec les organisations mobilisées sur le terrain pour faire échouer ce projet d'un autre temps. Publié dans le n°400 de solidaritéS (Suisse)

PRÉSIDENTIELLE De quoi la « primaire populaire » est-elle le nom ?

De jeudi à dimanche a lieu le vote de la dite « primaire populaire ». Processus supposé déterminer unE candidatE unique de la gauche à la présidentielle, la démarche prend l'eau et servira au mieux à donner une légitimité à la dernière candidature annoncée, celle de Christiane Taubira. Mais pour tirer les bilans, mener le débat d'idées et confronter les orientations, on repassera...

Au total, l'unique succès des organisateurs de cette « primaire populaire » sera peut-être le nombre de personnes qui s'y sont inscrites. Annonçant, selon les organisateurs 467 000 participantEs (on verra combien parmi elles et eux voteront effectivement ces prochains jours), c'est 150 000 inscritEs de plus que « l'investiture populaire » qui a désigné Jean-Luc Mélenchon, presque 350 000 de plus que ceux de la primaire écolo qui a investi Jadot, sans parler du faible nombre de militantEs PS qui ont désigné Anne Hidalgo... La « primaire populaire » fait donc mine de sortir les muscles, mais pour quels objectifs ? Niveau programme, un « socle commun de 10 mesures, simples, compréhensibles, facilement accessibles » a été défini par « un travail de co-construction » de militantEs ou représentantEs d'une dizaine de forces politiques... sans que personne ne se sente pleinement engagé par ailleurs par ces propositions ! Ces 10 « ruptures » – nommées comme telles – compilent des



déclarations de bonnes intentions issues de différents programmes sur le terrain social, démocratique ou écologique, laissant de côté toute la dimension stratégique. Comme si ce catalogue allait s'imposer de lui-même par le vote... **Besoin d'unité... mais pour changer le système** Outre ce « programme » qui n'engage que celles et ceux qui y croient, le caractère ubuesque de la démarche est amplifié par le

mode de désignation du ou de la candidatE. Sept personnes sont proposées au scrutin... dont trois (Anne Hidalgo, Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon) à l'insu de leur plein gré ! Pire, l'affrontement avec la « primaire populaire » est maintenant public, avec notamment un cinglant communiqué de Manuel Bompard, directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon. Il faut dire que la sortie incontrôlée d'une interview vidéo d'un des porte-parole du processus, Samuel Grzybowski, n'a

pas été aidé : la primaire y devient l'outil d'une campagne publique pour empêcher celles et ceux qui ne veulent pas s'y plier de pouvoir se présenter (blocage des parrainages, frein au prêt des banques...). Nous ne sommes évidemment pas insensibles aux questions d'unité, même électorale, pour peu qu'elles soient posées à partir du contenu politique, stratégie comme programme. Outre des questions de forme démocratiquement déficientes et très « v^e République », le principal écueil de la « primaire populaire » reste d'avoir évacué tout débat contradictoire un tant soit peu sérieux, en laissant croire que des héritierEs du hollandisme ou des représentantEs de courants politiques qui ont participé à cette dernière et dramatique expérience de la « gauche » au pouvoir pourraient se regrouper avec celles et ceux qui l'ont combattue, y compris dans la rue. De ce point de vue, la mise sur orbite de la candidature Taubira, conclusion probable de cette primaire, cristallise à elle seule l'ensemble du problème. Regrouper autour d'une gauche de rupture avec le capitalisme reste donc une nécessité, et la campagne autour de notre candidat Philippe Poutou reste pour nous le meilleur moyen de mener largement les discussions pour y arriver. **Manu Bichindaritz**

Le chiffre 2 450 euros

C'est le prix auquel a été mise en vente, aux enchères, par un chirurgien de l'AP-HP, une radio du bras d'une rescapée des attentats du 13 novembre 2015, sur laquelle on peut voir une balle tirée par les terroristes. Une société gangrénée par le fric, où tout s'achète et tout se vend, c'est vraiment moche.



Agenda

Jeudi 27 janvier, journée de grève et de manifestations sur les salaires. À Paris, départ de la manifestation à 14 h de Bastille. À 12 h, concert. À 13 h, meeting unitaire avec Philippe Martinez (CGT), Yves Veyrier (FO), Benoît Teste (FSU), Murielle Guilbert et Simon Duteil (Solidaires) et des salariéEs en lutte.

Jeudi 27 janvier, rassemblement pour exiger la libération de Georges Abdallah, Paris 4^e. À 14 h devant le tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy.

Samedi 29 janvier, meeting de solidarité avec les 5 de Montpellier, Montreuil (93). En soutien aux sans-papiers interpellés alors qu'ils se rendaient à la manifestation du contre-sommet France-Afrique de Montpellier. À 17 h à la Parole errante, rue François-Debergue.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau **partianticapitaliste.org**

NO COMMENT

Telle est la véritable cause de cet acharnement médiatique contre un ministre [Blanquer] : il a osé s'attaquer au wokisme, qui mine les savoirs et gangrène nos départements de sciences humaines.

BRICE COUTURIER (« journaliste »), Twitter, 21 janvier 2022.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



lutter contre le covid. La mobilisation enseignante, les mobilisations des hospitalierEs montrent qu'une autre voie existe : celle du renforcement de l'hôpital, celle de mesures choisies et

collectives pour diminuer la circulation virale, qui se fait essentiellement par aérosol ; embaucher pour dédoubler classes, amphis, TD ; contrôle ouvrier sur les conditions de travail, pour des

locaux aérés en permanence, avec testeurs de CO₂, filtration ultra fine, en commençant par les cantines ; masques et tests gratuits ; réduction du temps de travail, embauches, télétravail sous contrôle des salariéEs, pour des jauges adaptées ; embauche de 25 000 travailleurEs de santé communautaire pour tester, fabriquer de l'isolement avec les malades et leurs familles ; garantie des revenus.

Pour un droit à la santé commune et universelle Jamais cette voie n'a été explorée. Nous ne demandons pas le maintien des contraintes et emmerdements, mais bien une autre politique de santé publique face au virus, qui s'appuie sur les salariéEs, la jeunesse, les habitantEs des quartiers. Macron inaugure sa présidence de l'Union européenne en refusant clairement la levée des brevets sur les vaccins, traitements et tests covid,

se réfugiant derrière le mécanisme de solidarité Covax pour vacciner la planète. Covax avait fait la promesse de 2 milliards de doses pour les pays à faibles revenus en 2021. En réalité, seulement un milliard de doses auraient été livrées, parfois inutilisables, à quelques jours de la date de péremption. Covax et le système des brevets ont failli à fournir au monde vaccins et traitements, malgré le bilan très lourd de la pandémie. Alors même le *Lancet* en tire la conclusion que le système des accords sur les droits de propriété intellectuelle de l'OMC (ADPIC) est cassé, et qu'il « est urgent de supprimer les médicaments et technologies essentielles de la santé du champ d'application de cet accord ». Une motivation de plus pour relancer les mobilisations pour un droit à la santé commune et universelle, contre les profits de Big Pharma. **Frank Prouhet**

GÉNOCIDES DES OUIGHOURS Un grand mot... pour une toute petite résolution

Jeudi 20 janvier, l'Assemblée nationale française a adopté à la quasi-unanimité une résolution qui caractérise la répression subie par les Ouïghours au Xinjiang (région de l'Ouest de la Chine) de génocide, et « invite le gouvernement français » à agir pour faire cesser les persécutions.

L'objectif de la démarche – légitime – portée par les associations de défense des Ouïghours était surtout symbolique, car cette résolution n'aura aucune portée contraignante. Au-delà des comparaisons (pas toujours très pertinentes) avec d'autres massacres, l'usage du terme « génocide » plutôt que « crime contre l'humanité », « violences génocidaires » ou « génocide culturel », visait essentiellement à faire reconnaître cette qualification par les institutions internationales... Des institutions comme l'ONU, dirigées par les grandes puissances et dont on sait qu'elles ne bougeront pas le petit doigt pour stopper les violences que subissent les Ouïghours en Chine, ni plus généralement pour freiner des régimes dictatoriaux en lien avec les mêmes puissances impérialistes, qu'il s'agisse de la junte militaire birmane qui persécute les Rohingyas ou la monarchie saoudienne qui bombarde le Yémen. De ce point de vue, cette résolution n'aura aucun impact sur la politique de l'État chinois...

Petits calculs diplomatiques...

Dans ce domaine comme d'autres, le droit international accompagne bien souvent un rapport de forces entre les grandes puissances. Ainsi, le gouvernement français s'accommodera volontiers de cette résolution (la preuve : les députés LREM ont voté en sa faveur) pour peser dans sa concurrence avec la grande puissance chinoise. En effet, cette requalification des persécutions au Xinjiang serviront d'outil diplomatique à Macron et à son gouvernement, qui pourront utiliser ce léger moyen de pression dans leur bras de fer avec Pékin, dont les enjeux sont plus géopolitiques et économiques qu'humanitaires. Quel que soit le terme choisi par les députés français pour qualifier les violences abjectes perpétrées par l'État chinois contre la population ouïghoure, il n'aura guère d'effet... à moins que les puissances impérialistes n'utilisent ce prétexte dans leur guerre (pour l'instant économique) avec la Chine. Comme ses homologues impérialistes, la bourgeoisie française et son personnel politique instrumentalisent volontiers l'oppression des Ouïghours pour critiquer une Chine qualifiée en 2019 de « concurrent systémique » par la Fédération des industriels allemands et de « rival systémique » par la Commission européenne.

... et grande hypocrisie

Preuve supplémentaire que l'enjeu est avant tout économique, c'est le ministre délégué chargé du Commerce (Franck Riester) qui a commenté le vote de la résolution au nom du gouvernement français... pour expliquer que cela n'allait rien changer du tout. On s'en doutait : ce n'est pas demain que la France de Macron va ouvrir ses frontières aux migrantEs qui fuient les persécutions ! Pour ne pas trop froisser la Chine, le président macroniste de l'Assemblée Richard Ferrand a même décidé lundi 24 janvier d'évacuer de l'ordre du jour un débat parlementaire sur le « risque sérieux de génocide en cours » contre les Ouïghours, débat prévu le 4 février, jour de l'ouverture des JO de Pékin. D'ailleurs, Paris, Berlin ou Washington feignent d'ignorer la situation au Xinjiang quand il s'agit pour les grandes entreprises occidentales d'y exploiter les humains et les matières premières¹. Quant à la réponse du gouvernement chinois, elle semble taillée sur mesure pour le gouvernement français, puisqu'elle justifie les persécutions par la « lutte contre le terrorisme, la radicalisation et le séparatisme ». Des mots spécialement choisis pour parler à Darmanin et à ses collègues ? Avec des « alliés » pareils, les Ouïghours n'en ont pas fini avec les persécutions... mais c'est bien le cadet des soucis de Macron et de ses homologues.

Hugo Weil

1 – Voir à ce sujet l'article publié dans *L'Anticapitaliste* n°540 (20 octobre 2020)

USA Biden fait face à un désastre potentiel, Sanders appelle à un nouveau cap

Le président Joseph Biden est entré en fonction il y a un an, après avoir battu l'ancien président Donald Trump par un vote de 51,3 % contre 46,9 %, soit une différence de plus de sept millions de voix. Un an plus tard, sa situation, tout comme celle de son parti, est très mauvaise. Le point de vue de Dan La Botz.

Biden avait demandé aux électeurs de le rejoindre dans ce qu'il a appelé une « bataille pour l'âme de la nation ». Ceux qui ont voté pour lui attendaient qu'il mette fin à la pandémie de Covid, qu'il relance l'économie si touchée par l'épidémie et qu'il défende la démocratie américaine contre l'autoritarisme croissant de Trump et du Parti républicain. Son programme prévoyait de grands plans économiques, sociaux et politiques pour faire du pays un endroit meilleur pour tous.

Des débuts remarquables

Aujourd'hui, malgré un départ remarqué dans ses premiers mois, Biden se retrouve, avec son parti, en échec sur tous les fronts, ouvrant la perspective d'une victoire républicaine lors des élections de mi-mandat pour la Chambre et le Sénat le 8 novembre prochain. L'échec de Biden limite les possibilités des progressistes et des socialistes de l'aile gauche du Parti démocrate, et implique que les mouvements sociaux seront confrontés à davantage de difficultés à l'avenir. La présidence de Biden avait commencé sous de bons auspices. Lui et les Démocrates, avec le soutien des Républicains, ont fait passer le projet de loi de 1900 milliards de dollars sur l'aide face au Covid-19 et le projet de loi sur les infrastructures de 1200 milliards de dollars. Il a réussi à faire baisser le chômage de 18 millions à 2 millions d'allocataires, c'est-à-dire



WIKIMEDIA COMMONS

de 9 % le jour de l'investiture à 3,9 % aujourd'hui. Grâce à un programme national de distribution massive de vaccins, le nombre de cas et de décès liés au covid a commencé à diminuer – mais sont ensuite arrivés Delta et Omicron, et une fois de plus la pandémie a balayé le pays, remplissant les hôpitaux, prenant des milliers de vies et perturbant l'économie.

En politique étrangère, Biden a commencé par réaffirmer le rôle de l'Amérique en tant que puissance impériale, en renouant les relations avec les alliés européens que Trump avait méprisés et en appelant à résister à la puissance montante de la Chine. Mais son retrait abrupt d'Afghanistan a sapé la confiance de ses alliés dans les États-Unis, tandis que sa gestion

des menaces russes en Ukraine a créé de plus grandes frictions avec les puissances européennes.

Des déconvenues d'importance

Les déconvenues de Biden proviennent en grande partie du Parti républicain, très discipliné, dont les membres votent désormais en bloc contre lui au Sénat et à la Chambre. Mais elles proviennent également des divisions au sein de son propre Parti démocrate, dont les sénateurs conservateurs Joe Manchin et Krysten Sinema votent avec les Républicains, ce qui rend impossible l'adoption de sa législation sociale, de ses propositions fiscales et de sa législation sur le droit de vote. Biden n'a pas été en mesure de faire passer le projet de loi « Back Better Bill » contenant de nombreux programmes

GRÈCE Mobilisation dans l'éducation face à la gestion calamiteuse de la pandémie

Malgré la propagande sur la maîtrise de la pandémie par l'infatigable (!) Premier ministre Mitsotakis, la réalité en Grèce, c'est une situation très grave : la semaine dernière, le nombre quotidien de morts a dépassé plusieurs fois 100, et les hôpitaux sont laissés sans moyens, le ministre de la Santé Plevris, militant d'extrême droite, ayant visiblement dans ses plans de profiter du Covid pour offrir le secteur de la santé au privé.



DR

Pour le droit à la santé et à l'éducation

Face à cette obstination, les élèves, les enseignantEs et les parents d'élèves ont réclamé la fourniture de masques, et surtout insisté sur l'urgence de revendications permanentes :
– réduction du nombre d'élèves à 15 par classe (dans les grandes villes, ils sont souvent une trentaine) ;
– recrutement des enseignantEs indispensables : en temps normal, il en manque déjà 5 500 dans le primaire et 3 500 dans le secondaire. Réponse du ministère : 3 600

recrutements pour trois mois, et 1200 jusqu'à la fin de l'année scolaire. Face à tant de mépris, la colère du monde éducatif s'est vite traduite par des mobilisations dynamiques : environ 400 établissements occupés, et deux journées nationales de manifestations bien déterminées, avec des mots d'ordre portant sur la santé et le droit à l'éducation, dont les jeunes savent à quel point c'est une bataille cruciale quand la Grèce est la championne européenne du chômage des moins de 25 ans (novembre 2021 : moyenne de l'UE 15,4 %, Grèce 39,1 %).

sociaux comme la garde d'enfants, l'éducation et la santé, ni de défendre la législation sur le droit de vote protégeant les électeurs noirs, latinos, jeunes et âgés. Avec la poursuite du covid, la reprise économique qui se confirme mais de manière inégale, et une inflation qui augmente de 7 % par an, un record depuis quarante ans, les gens ont perdu confiance en Biden. Aujourd'hui, selon les sondages, seules 37 % des personnes interrogées approuvent le travail qu'il accomplit, tandis que 52 % le désapprouvent.

« Un changement majeur de trajectoire »

À gauche, le sénateur Bernie Sanders, a appelé à « un changement majeur de trajectoire ». « Ce n'est pas un grand secret que le Parti républicain gagne de plus en plus le soutien des travailleurs », a déclaré Sanders. « Ce n'est pas parce que le Parti républicain a quelque chose à leur dire. C'est parce que, de trop nombreuses façons, le Parti démocrate a tourné le dos à la classe ouvrière. [...] Il est important que nous ayons le courage de nous attaquer aux très puissants intérêts des entreprises qui ont une emprise incroyablement puissante sur l'économie de ce pays. »

Les Démocrates modérés, quant à eux, reprochent à Biden de s'être trop penché vers la gauche. Ils souhaitent également une correction de trajectoire, mais vers la droite... Ce qui pourrait changer la direction du pays, peut-être au printemps, si la pandémie prend fin, c'est une résurgence des mouvements ouvriers et sociaux de masse. Les progressistes, les socialistes et les autres membres de la gauche devraient s'impliquer dans l'organisation de tels mouvements lorsqu'ils se présentent, avec pour objectif de créer une force politique indépendante. **Dan La Botz, traduction J.S.**

Malgré les obstacles, le combat continue !

La seule réponse de Kéraméos pour l'heure, c'est la répression : interpellation de jeunes, ordre aux enseignantEs des établissements occupés d'assurer les cours à distance (mais consigne syndicale de refus), appel à la délation des enseignantEs solidaires, aucun allègement des programmes (gigantesques)... Même si les directions syndicales nationales refusent pour l'heure de lancer la grève, la mobilisation est croissante, d'autant que les mêmes problèmes se posent à l'université, sans oublier la perspective de voir bientôt y arriver les flics « en cours de formation » pour faire régner « l'ordre et la loi ». Et les étudiantEs étaient jeudi dernier dans les manifs !

Cette mobilisation, posant les problèmes de fond, doit être soutenue, face à la fuite en avant d'un gouvernement dont la seule réponse aux revendications est la répression, comme on le voit aussi avec la tentative digne des régimes totalitaires de criminaliser des journalistes d'investigation très connus, Kostas Vaxevanis et Yanna Papadakou.

À Athènes, A. Sartzekis

SOUDAN Une diplomatie internationale complice de la junte

ONU, pays occidentaux et monarchies pétrolières ne ménagent pas leurs efforts diplomatiques pour la mise en place, au Soudan, d'un gouvernement composé de civils et de militaires. Ils vont à l'encontre de la volonté de la population qui continue de clamer dans les rues le slogan «Ni négociations, ni partenariat, ni compromis» avec l'armée.

Depuis le 25 octobre, date du putsch, les manifestations continuent. Le coup d'État a été organisé par le général Abdel Fattah al-Burhan et Mohamed Hamdan Dogolo alias Hemidti, le responsable du groupe paramilitaire des Rapid Support Forces (RSF). L'armée poursuit ses opérations de répression. Lors de la manifestation du lundi 17 janvier, sept manifestants ont été fauchés par les balles. Plus de 70 personnes ont été assassinées et on dénombre au bas mot un millier de blessés depuis le coup de force. Désormais les soldats paradent avec des armes lourdes, mitrailleuses et batteries anti-aériennes, dans les rues de Khartoum.

Une main tendue aux militaires
 Si les principales capitales occidentales condamnent la violence des putschistes contre la population, elles leur offrent une bouée de sauvetage. Volker Perthes, diplomate allemand, ancien émissaire onusien pour la Syrie, avec le succès que l'on connaît, est l'envoyé spécial d'Antonio Guterres, le secrétaire général des Nations unies. Il tente une médiation entre la junte et les organisations populaires. On se souvient de la manœuvre du général Burhan consistant à remettre en place le Premier ministre Abdallah Hamdok, qu'il avait renversé quelques semaines auparavant en imposant un nouvel accord particulièrement favorable à l'armée. Le diplomate onusien a



Le général Abdel Fattah al-Burhan. DR

vu dans cet accord «un pas vers un dialogue global et un retour à l'ordre constitutionnel». Il était bien le seul, puisque même Hamdok démissionnait au bout d'une quarantaine de jours. Perthes considère que «Les dirigeants militaires et politiques du Soudan devront avant tout rétablir la confiance avec leur propre public national, en particulier avec la jeune génération»¹, mettant ainsi sur un pied d'égalité militaires et organisations populaires, autrement dit assassins et victimes. Le but du diplomate onusien est d'ouvrir un dialogue indirect. Les militaires ont saisi cette opportunité car leur but est d'installer un gouvernement civil fantoche derrière lequel ils continueront d'exercer la plénitude du pouvoir. Car rester au pouvoir, c'est poursuivre le pillage du pays en toute impunité.

«Amis du Soudan» ou amis de la junte?
 Aujourd'hui la structure informelle «les Amis du Soudan» qui regroupe USA, Union européenne, Émirats arabes unis et Arabie saoudite ont apporté leur soutien au plan de Volker Perthes qui vise in fine à pérenniser l'armée comme acteur du pays. C'est précisément ce que ne veulent plus les populations mobilisées qui risquent quotidiennement leur vie. Les «Amis du Soudan» sont ceux qui ont étranglé financièrement le pays, en exigeant du gouvernement de transition de Hamdok le remboursement des dettes contractées par la dictature des Frères musulmans et d'Omar al-Bachir. Cela a facilité le travail des généraux qui ont pu surfer quelque temps sur le mécontentement profond de la

population pour tenter de justifier leur coup de force. Autre preuve «d'amitié», la France, avec ses autres partenaires européens, a aidé financièrement les Rapid Support Forces (RSF) qui ne sont que l'avatar des milices janjawid accusées de crime contre l'humanité au Darfour. Ces mêmes RSF qui sont en première ligne dans la répression contre les populations qui manifestent. Ainsi, de 2016 à 2017, près de 160 millions d'euros ont été versés au Soudan par l'Union européenne pour lutter contre l'émigration. Omar al-Bachir a confié la garde des frontières aux RSF. D'après le rapport du think tank néerlandais Clingendael² une partie des sommes a financé cette milice criminelle, lui permettant de mieux s'équiper. Le rapport indique que les RSF arrêtent les migrantEs et la plupart sont vendus aux milices libyennes. Ils et elles sont réduits en esclavage ou sont détenus comme otages. Lorsque leurs familles ont des difficultés à payer les rançons, ils sont torturés. Notre solidarité en France doit se renforcer. Être au côté des peuples soudanais, c'est exiger que le gouvernement français cesse de soutenir la médiation de l'ONU qui va à l'encontre de la volonté populaire. C'est aussi exiger l'envoi de matériel médical directement dans les hôpitaux pour soigner les nombreux blessés victimes de la violence de la junte.

Paul Martial
 1 – <https://unitams.unmissions.org/en/security-council-briefing-un-integrated-transition-assistance-mission-sudan-unitams-2>
 2 – Clingendael, «Multilateral Damage: The impact of EU migration policies on central Saharan routes», 2018.

ALGÉRIE Solidarité avec le Parti socialiste des travailleurs et ses militantEs! Non à la répression!

Le pouvoir algérien vient d'ordonner la suspension des activités du Parti socialiste des travailleurs (PST), ainsi que la fermeture de ses locaux. Ses membres sont désormais en danger d'arrestation dans une Algérie où des militantEs, des journalistes et des manifestantEs sont régulièrement emprisonnés. Le NPA et son candidat Philippe Poutou condamnent la répression contre le PST, nouvelle atteinte au multipartisme et aux libertés démocratiques en Algérie, quelques jours après la condamnation à deux ans de prison de Fethi Ghares, coordinateur du Mouvement démocratique et social (MDS). Nous publions le communiqué de la direction nationale du PST.

Dans un contexte de durcissement de la répression et contre toute attente, le Conseil d'État a ordonné, jeudi 20 janvier 2022, la suspension temporaire des activités de notre parti et la fermeture de nos locaux. Il s'agit d'un grave précédent contre le multipartisme et d'une atteinte supplémentaire intolérable aux libertés démocratiques dans notre pays.

Action judiciaire abusive
 Il est à rappeler que cette décision a été rendue suite à la plainte introduite le 26 avril 2021 par le ministre de l'Intérieur. Prétextant le retard pris dans l'organisation de notre congrès, cette action judiciaire abusive est intervenue avant l'expiration du délai de 15 jours fixé par la mise en demeure qui nous a été adressée d'une part et, d'autre part, au lendemain de la tenue, justement, de notre congrès et la transmission des documents y

afférents au ministre de l'Intérieur par le biais d'un huissier de justice. Il s'agit pour nous d'une décision qui conforte l'accentuation de la répression. En effet, plus de 300 détenuEs politiques et d'opinion croissent dans les prisons et des centaines d'autres sont poursuivis. Ce sont de jeunes militantEs du Hirak et des activistes des réseaux sociaux, des journalistes et des avocats, des universitaires et des militantEs associatifs, des dirigeants politiques de l'opposition comme Fethi Ghares et des syndicalistes comme Kaddour Chouicha, et bien d'autres. Il s'agit aussi de faire payer à notre parti ses positions politiques et ses engagements résolus dans le Hirak, contre la répression et aux côtés des luttes sociales des travailleurEs et des masses populaires. Mais cette escalade répressive constitue aussi une grave dérive qui fragilise les capacités de résistance de notre pays face aux menaces

extérieures, et contredit le ronronnement du discours officiel sur l'impérative consolidation d'un front intérieur antisioniste et anti-impérialiste.

Le combat continue
 Pour notre parti, le combat pour les libertés démocratiques, l'égalité et la justice sociale, entamé dans la clandestinité depuis 1974, et poursuivi à partir de 1989 dans le cadre du PST, continue. C'est un combat historique que plusieurs générations de militantEs de notre courant ont incarné et payé parfois de leur vie. Aujourd'hui aussi notre combat continue au sein des travailleurEs et au sein de notre peuple contre la répression, pour la libération des détenuEs politiques et d'opinion et pour le respect et la consécration des libertés démocratiques. Un combat pour l'exercice effectif de la souveraineté populaire, y compris sur les choix économiques et sociaux. Un combat contre les politiques

économiques libérales et contre la mainmise de l'impérialisme et des puissances étrangères sur nos richesses et notre indépendance nationales. Un combat pour l'élection d'une assemblée constituante souveraine représentative des aspirations démocratiques et sociales de la majorité de notre peuple. En ces circonstances, notre parti remercie les solidarités nationales et internationales qui continuent d'affluer depuis l'annonce de la décision de suspension du PST et les considère comme levier indispensable contre la répression et l'autoritarisme. Une délégation de notre parti se rendra, dès la confirmation écrite de la décision du Conseil de l'État, au ministère de l'Intérieur afin de s'informer sur les procédures à entreprendre pour la levée de cette injuste suspension. La lutte continue...

La Direction nationale du PST, le 21 janvier 2022

SUISSE Avortement: restons vigilantEs

Dans un contexte global d'attaques incessantes contre les droits sexuels et reproductifs, la Suisse ne fait pas défaut, avec des partis politiques tels que l'Union démocratique du centre (UDC) déposant motion après motion dans le but de restreindre l'accès à l'avortement.

L'UDC met en application une stratégie de démantèlement des droits utilisée dans d'autres pays, visant à rogner petit à petit les garanties légales obtenues par les féministes jusqu'à totale oblitération du droit à l'avortement.



DR

Droit à l'autonomie corporelle
 Les deux initiatives parlementaires lancées en décembre dernier par l'UDC réclament pour l'une l'introduction d'un délai de réflexion d'un jour avant toute interruption volontaire de grossesse (IVG) et pour l'autre, un droit à la vie absolu au fœtus à partir de 22 semaines de grossesse. Les signatures pour ces deux initiatives seront récoltées ensemble «pour des raisons de synergie» jusqu'en juin 2023. Au-delà du caractère profondément réactionnaire de ces deux initiatives, on assiste à travers elles à une infantilisation des personnes enceintes. Le délai de réflexion, bien loin de changer l'avis de ces personnes quant à l'interruption volontaire de leur grossesse, ne fait que leur renvoyer le message qu'elles ne sont pas réellement capables de prendre les bonnes décisions pour elles-mêmes, et leur rappeler que le cadre législatif peut leur rajouter des barrières dans l'exercice de leur droit à l'autonomie corporelle. L'initiative donnant un prétendu «droit absolu à la vie» au fœtus à partir de 22 semaines de grossesse va également à l'encontre des obligations légales internationales de la Suisse dans la mesure où les droits ne s'appliquent qu'à partir de la naissance et que les grossesses forcées constituent des violations des droits humains. Plus que jamais nous devons rester vigilantEs envers les agressions réactionnaires contre nos corps et nos droits!

Paola Salwan Daher



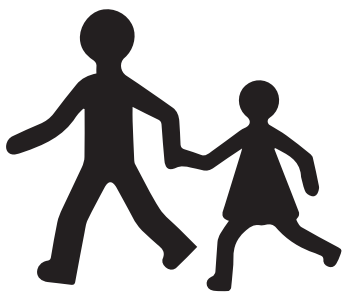
LES ENSEIGNANT·E·S DANS LA RUE POUR LEURS SALAIRES LE 27 JANVIER

Déjà massivement mobiliséEs contre Blanquer le 13 janvier dernier (et localement en grèves reconductibles), les profEs sont aussi en grève et dans la rue le 27 janvier aux côtés des autres salariéEs du public et du privé, avec pour revendication majeure l'augmentation des salaires et pensions.

L'annonce récente d'Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, de prolonger le gel du point d'indice jusqu'à 2022 au moins, arrive après une période de 11 ans de gel continu (à l'exception de deux hausses négligeables de 0,6% en 2016 et 2017).

Contre les rengaines ultralibérales

Interrogée sur la rémunération des enseignantEs, la ministre a répondu flexibilité, primes, et heures supplémentaires comme tous les clones ultralibéraux qui se sont succédé à son poste (ou son équivalent) depuis des décennies. Son opération de communication est relayée, y compris sur des chaînes de service public, par des



médias complaisants prompts à jouer la rengaine ultralibérale selon laquelle il faudrait mettre les profEs «au boulot». Pourtant le soutien à la journée de grève du 27 janvier par la FCPE au niveau national, et le soutien au quotidien de beaucoup de parents dans les écoles, collèges et lycées, laissent penser que cette petite musique ne passe plus. Dans ce contexte, la journée du 27 est non seulement l'occasion

d'exiger de meilleurs salaires pour les profEs, mais aussi de revendiquer des recrutements massifs et pérennes à la hauteur des besoins criants de l'éducation nationale (que le covid a révélés aux yeux de touTEs), et la fin des contrats précaires et honteusement sous-rémunérés pour les AESH (accompagnantEs d'enfants en situation de handicap), les personnels médico-sociaux et les AED (assistantEs d'éducation). Cette journée doit être, partout où c'est possible, prolongée par des grèves reconductibles, actions collectives, assemblées générales, dans lesquelles les personnels de l'éducation nationale pourront exprimer leurs revendications et construire le rapport de forces nécessaire pour faire plier le gouvernement.

Correspondant

LA POSTE: JAMAIS MIEUX SERVI QUE PAR SOI-MÊME

La Poste s'apprête à verser entre 600 et 700 millions d'euros à ses actionnaires (Caisse des dépôts et État) au titre des bénéfices 2021. Cela représente pas moins de 3 000 euros par postierE: de quoi accorder à chacun un 13^e mois, et même un 14^e, qui manquent tant sur la paye!

Depuis plusieurs années déjà, le groupe La Poste voit son chiffre d'affaires et ses bénéfices augmenter, ces derniers devraient encore dépasser le milliard pour 2021. La baisse du courrier, rabâchée à chaque réorganisation et suppression d'emplois, fait place à l'explosion des colis et aux multiples nouvelles activités du groupe.

Les tarifs augmentent, pas les salaires

Pourtant, il a fallu la pression des syndicats, et surtout d'un gouvernement qui craint que la question des salaires ne lui

revienne à la figure à la veille des élections présidentielles, pour que La Poste daigne revaloriser les premiers échelons des grilles salariales, afin de les ramener au niveau du SMIC (pourtant supposé être le minimum légal!). Environ 15 000 agentEs vont ainsi gagner jusqu'à... 13,60 euros de plus par mois.

La Poste augmente chaque année ses tarifs largement au-dessus de l'inflation (+ 14,6% pour le timbre rouge et + 7,4% pour le vert au 1^{er} janvier 2022), mais rien pour les salaires: celui des fonctionnaires reste gelé depuis dix ans, et celui des contractuelEs augmente de quelques euros par

an, sous le niveau de l'inflation officielle. Qui plus est, la plupart des primes ont été mises à zéro en 2021 au prétexte du covid, alors que les postierEs n'ont pas cessé de travailler durant les confinements, et ont même dû exiger eux-mêmes les mesures minimales de protection. Voilà la «récompense» des travailleurEs de la deuxième ligne!

Entre le sous-effectif permanent, la charge de travail qui ne cesse d'augmenter et le salaire qui reste au plancher, les postierEs ont bien des raisons d'être en colère et présents dans la rue le 27 janvier.

Correspondant

DANS LES TRANSPORTS, L'USINE À GAZ DES RÉMUNÉRATIONS

Au-delà des statuts d'entreprise (RATP, urbain, interurbain) qui différencient les conditions de rémunération et des accords locaux qui créent des centaines de primes, l'individualisation du salaire est la règle dans le transport.

En effet, les primes diverses sont attachées aux services effectués par chaque conducteur. Ainsi, même dans le cas où des roulements garantissent une répartition à peu près égale des services, se retrouver dans la jungle des «éléments variables de rémunération» est une gageure.

Un salaire de base beaucoup trop... bas

Par exemple, dans l'interurbain, les coupures ne sont pas rémunérées de la même façon selon l'endroit où elles sont prises: si c'est au dépôt, le patron ne paie rien, dans un autre dépôt

que celui du conducteur, c'est payé à 25% du taux horaire et au terminus, c'est 50%. Dans l'urbain, en revanche, c'est plus simple dans un certain sens, au-delà de 30 minutes de pause, le patron ne paie plus rien!

Le salaire de base étant bien trop bas (1500 euros net à l'embauche dans l'urbain, et c'est moins dans l'interurbain surtout si on considère les temps partiels imposés calés sur le calendrier scolaire), le sous-effectif sévit dans le secteur. Et les solutions individuelles pour gonfler un peu la fiche de paie sont légion, en courant après les services les plus pénibles au détriment de la vie personnelle

et de la santé. Pour mettre un coup de frein à cette logique, il faudrait notamment intégrer toutes les primes au taux horaire et rémunérer intégralement tous les temps de coupure imposés par les services.

Correspondants



À l'occasion de la journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle du 27 janvier, nous publions un panorama (non exhaustif!) de questions de salaires et de conditions de travail se posent dans

SANTÉ: PASSER DE LA COLÈRE À L'ACTION!

Il y eu les applaudissements, et puis l'obligation vaccinale les stigmatisant. Des hospitalierEs épuisés démissionnent à cause de la perte de sens de leur métier soumis aux impératifs économiques de ce gouvernement.

En 2021, plus de 1300 étudiantEs en soins infirmiers ont abandonné leurs études, quand à l'Assistance publique-hôpitaux de Paris, il en manque 1400, sans compter tous les autres métiers en souffrance. En quatre ans, plus de 5000 lits ont été fermés faute de personnel, des services d'urgences ferment, des lits de réanimation manquent, et le tri des malades devient la règle. Pour 2022, la loi de financement de la santé est encore amputée des moyens indispensables à assurer l'accès au soin de toutes et tous, partout en France.

Contre la «mort programmée de l'hôpital public»

Cependant, depuis quelques semaines, une vague se lève. Partie de l'Est de la France, elle s'étend jusqu'aux rives de la Méditerranée, en passant par l'Île-de-France, vers l'Occitanie, la Bretagne, la Normandie... Les hospitalierEs se réunissent,



tous les vendredis à 14 h, pour une minute de silence contre la «mort programmée de l'hôpital public». Collectifs et syndicats y participent.

Par ailleurs des luttes catégorielles s'enchaînent, en ordre dispersé. Ambulanciers, sages-femmes, personnel des urgences, de réanimation, infirmiers anesthésistes, de bloc, la psychiatrie... ChacunE cherchant une reconnaissance professionnelle qui ne fut pas l'objet du Ségur. Celui-ci a plutôt contribué à diviser, voire

opposer entre eux les métiers qui fondent l'hôpital public. Une augmentation de rémunération pour certainEs, des primes pour d'autres, et rien pour nombre d'agentEs.

Aujourd'hui, malgré le défilonnement des heures supplémentaires rémunérées à 100% pour les infirmières seules, le minimum vital n'est plus assuré. Ultime insulte faite à celles qui tiennent encore avec des salaires à 2000 euros, l'Agence régionale de santé d'Île-de-France propose aux intérimaires des contrats à 3000 euros mensuels doublés d'une prime de 4000 euros pour six mois ou 7000 euros pour 9 mois.

À ce jour, l'urgence absolue est à la mobilisation, dans l'unité la plus large, comme en décembre ou début janvier. Rejoindre la grève interprofessionnelle du 27 janvier, pour faire entendre les urgences sociales, sanitaires, éducatives, salariales!

CorrespondantEs



E•S ET LES VAIL!

professionnelle du
la façon dont les
différents secteurs.

VILLE DE PARIS: LE COMPTE N'Y EST PAS!

À la Ville de Paris, les grilles de salaires ont à nouveau évolué le 1^{er} janvier, pour qu'il n'y ait pas de salaire sous le SMIC... Le compte n'est pas!

La question des salaires dans la fonction publique reste l'un des problèmes majeurs en termes de reconnaissance. Le décalage entre être en première ligne depuis le début de la crise du Covid-19 et le manque de reconnaissance des collègues donne un sentiment d'invisibilisation de nos métiers.

Structurer la colère

Ce sentiment s'exprime dans les mobilisations et revendications dans des secteurs comme la petite enfance, l'animation et le travail social. Et l'augmentation du temps de travail dans la fonction publique territoriale

(conséquence de la loi Fonction publique) vient enfoncer le clou : le ras-le-bol est important, comme chez les enseignantEs.

En décembre dernier, la mobilisation des agentEs de la Ville de Paris sur la question du temps de travail a été bien suivie, tout comme les mobilisations dans le secteur de l'animation. Le problème réside surtout dans la capacité à structurer cette colère et ces journées de mobilisation en un mouvement.

La journée du 27 janvier sur les salaires, et l'assemblée intersyndicale du 28 pour continuer à agir sur la question du temps de travail doivent être des points d'appui.

Correspondant



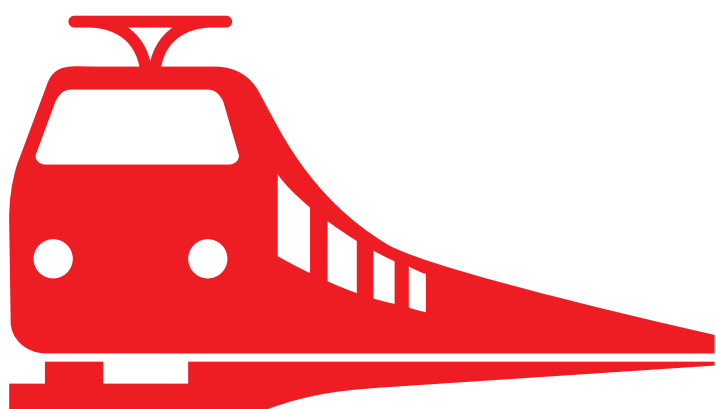
PARIS

SUR LE VIF, DANS UN DES MILLIERS DE CHANTIERS DE LA SNCF

Sur la ligne C du RER en région parisienne, la colère était là le 10 janvier, avec plus de 50 % de grévistes parmi les conducteurs de la ligne C, à l'occasion d'une troisième journée de grève depuis décembre.

Devant des roulements dégradés et des salaires trop faibles et qui n'augmentent pas, la colère tourne à la rage. Un peu secouée par la grève, la direction a accepté d'ouvrir des négociations et d'organiser des « groupes de travail ». Maître mot ! Jargon de technocrate ! Lesdits « groupes de travail » auraient pour mission de bricoler de nouveaux roulements (horaires) à coût zéro (pour la direction)... et gain zéro (pour les cheminotEs) ! En prétendant améliorer certains horaires en en dégradant d'autres. On n'a pas fait grève pour des groupes de travail. La lutte continue pour que la direction sorte le chèque et on remet ça le 27 janvier pour nos salaires !

Priviliégiés, les cheminotEs ? Des préjugés veulent que les cheminotEs seraient des salariés privilégiés, super bien payés ! Si on prend le salaire du PDG, Jean-Pierre Farandou,



c'est incontestable : grosso modo 37 500 euros par mois, sans compter probablement pas mal d'à-côtés. Ce qui fait bien sûr augmenter la moyenne ! Mais si l'on prend le salaire d'embauche des plus petites catégories (nombreuses aussi bien au commercial que sur des chantiers), on est à moins que le SMIC. Possible ? Légal ? La direction régularise en attribuant une petite prime et le tour est joué, mais bonjour les fins de mois. Et utile

à savoir : le gros du salaire de toutE cheminotE est fait d'une ribambelle de primes, qui vont et viennent, amputées dès qu'on est en maladie ou garde d'enfants, dont des primes dites de « kilomètres » (pour les conducteurEs, les contrôleurEs et d'autres) qui font que le « total en bas à droite de la feuille de paie » est des plus aléatoires. ToutEs les cheminotEs, loin de là, ne gagnent pas 2000 euros par mois.

Correspondante gare d'Austerlitz



#POUTOU2022. NE PERDONS PLUS NOTRE VIE À LA GAGNER!

Nous publions le document de la campagne #Poutou2022 consacré aux questions liées aux salaires et aux conditions de travail.

Les fins de mois arrivent de plus en plus tôt. Cinq millions de personnes sont au chômage. Et l'écart entre riches et pauvres se creuse : malgré la pandémie, au premier semestre 2021, les entreprises du CAC 40 ont fait 57 milliards de bénéfices, et la fortune des milliardaires français a augmenté de 236 milliards en deux ans, trois fois le budget de l'hôpital public !

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES!

Les cadences s'accroissent, les conditions de travail se dégradent. Les métiers en première ligne lors de la crise sanitaire, en majorité occupés par des femmes, sont sous-payés. Notre pouvoir d'achat ne cesse d'être grignoté par l'augmentation des prix.

Tout cela n'est pas une fatalité, d'autres choix sont possibles. Les gains de productivité doivent servir à augmenter les salaires, embaucher et réduire le temps de travail. Avoir plus de temps libre c'est profiter de ses amiEs, de sa famille, se cultiver, se reposer, participer à la vie démocratique,

partager les tâches ménagères, réduire notre consommation, protéger la planète... Et au lieu de travailler jusqu'à n'en plus pouvoir, place aux jeunes pour profiter de la retraite en bonne santé !

Pour y parvenir, il faut arracher aux capitalistes le pouvoir qu'ils ont sur l'économie. Les mieux à même de décider quoi et comment produire sont celles et ceux qui travaillent et font tourner les entreprises. Avec Philippe Poutou, ouvrier licencié par Ford après 20 ans d'usine, nous portons un programme anticapitaliste pour changer radicalement l'organisation du travail, pour ne pas perdre notre vie à la gagner !

UN REVENU POUR VIVRE DÉCEMMENT!

Pour que chacunE puisse se loger et se nourrir correctement, s'habiller, cultiver ses passions... il faut :

➔ **Pas un revenu en dessous de 1800 euros net**, car c'est ce qui est nécessaire pour que celles et ceux qui travaillent, sont malades, au chômage, retraités ou en formation, puissent vivre décemment

➔ **Augmenter tous les revenus de 400 euros** car les prix n'ont cessé d'augmenter (loyers, énergie, alimentation...)

➔ **Indexer les salaires sur les prix**, dans le privé comme dans le public, pour éviter que l'inflation ne réduise à zéro l'augmentation des revenus

PARTAGER LE TRAVAIL ENTRE TOUTES ET TOUS!

Pendant que des millions de gens cherchent du travail, d'autres se tuent à la tâche. Cette situation absurde est le résultat d'un système qui ne cherche qu'à faire le maximum de fric. Nous voulons : ➔ **La semaine de 28 heures sur 4 jours**, sans perte de salaire et avec les embauches correspondantes pour en finir avec le chômage

➔ **La retraite à 60 ans** (55 ans pour les métiers pénibles), avec un temps de cotisation de 37 annuités

➔ **Une sixième semaine de congés payés**

➔ **Interdire les licenciements**, en premier lieu dans les entreprises qui font des profits. Pour celles en difficulté, il faut imposer la continuité du salaire et du contrat de travail par un financement à l'échelle de la branche, de la région ou du patronat dans son ensemble. Il faut socialiser les productions indispensables et reconvertir les industries polluantes.

De telles mesures ne sont pas une utopie, mais elles ne peuvent être financées que si l'on prend sur les profits. Pour les imposer il faudra construire des mobilisations, des luttes, comme celles qui ont permis d'obtenir la journée de 8 heures ou les congés payés. Déjà, des collectifs de travail en grève pour les salaires montrent l'exemple. **Voter pour Philippe Poutou, c'est faire entendre cette volonté de changement radical, et renforcer la confiance dans notre capacité à changer les choses !**



RENNES «Nuit de la solidarité»? Zéro personne à la rue, quoi qu'il en coûte!

À Rennes, «au vu du contexte sanitaire, l'opération Nuit de la solidarité 2022 est reportée» sine die. Les personnes sans domicile apprécieront de savoir que l'on prend soin de la santé des bénévoles qu'ils et elles ont failli rencontrer...

Malheureusement pour elles et eux, sans domicile le 20, ils et elles sont restés sans domicile le 21 et la nuit qu'ils et elles ont dû passer dehors n'a pas été reportée, pas plus que le froid qu'ils et elles ont dû affronter, pas plus que la misère qui est leur lot quotidien.

Un toit comme un droit
Si elle avait eu lieu, cette «nuit de la solidarité» aurait vu des habitantEs de Rennes «aller à la rencontre des Rennaises et des Rennais sans domicile et contribuer à une meilleure connaissance de leurs besoins», le tout sous l'égide de la Fabrique citoyenne. Sur le site de l'événement, les bénévoles étaient invitéEs à bien se couvrir pour passer la soirée dehors, et surtout il leur était «déconseillé d'apporter de l'argent liquide ou des objets de valeur» (citation absolument authentique... hélas!). On n'est jamais trop prudent dans la rue, la nuit... Puisque l'enquête n'a pas eu lieu, désireux d'éclairer le point de vue des pouvoirs publics – tant la préfecture – qui refuse obstinément



d'assumer jusqu'au bout son obligation d'héberger les personnes vulnérables – que la mairie – dont les éluEs de permanence ne se déplacent même plus quand des migrantEs à la rue occupent un bâtiment vide – le NPA pense pouvoir formuler quelques propositions. En effet, quelle étrange démarche que celle de demander aux personnes privées d'un toit ce dont ils et elles ont besoin! Ne peut-on penser que la première chose que la société devrait leur fournir, eh bien, ce serait un toit? Un toit non comme une charité, un toit non

comme une «solidarité» abstraite, mais un toit comme un droit, tout simplement. Et si on commençait par là, «quoi qu'il en coûte» comme dirait le président quand il s'agit de sauver les affaires, les profits, la consommation? **Être reconnuEs comme des personnes à part entière**
Alors, rétabliEs dans leur dignité élémentaire, il serait certainement intéressant de discuter avec les personnes actuellement privées de logement, françaises ou immigrées, et sans doute feraient-ils et elles

apparaître des besoins aussi extravagants que le droit à la santé, à l'éducation, à un revenu, à avoir des papiers, à être reconnuEs comme des personnes à part entière! C'est la raison pour laquelle le NPA de Rennes s'adresse à celles et ceux qui, sensibiliséEs par les difficultés et les souffrances de celles et ceux qui vivent à la rue, auraient été tentées de participer à la nuit de l'enfumage: rejoignez le combat de celles et ceux qui, au sein des associations, des organisations syndicales et politiques, luttent au quotidien, non pour compter les personnes vivant dans la misère de la rue mais pour les aider à obtenir des droits, sans jamais se laisser endormir par les jérémiades de l'État ou de la municipalité de Rennes, qui répètent inlassablement qu'ils en font déjà tant et que ça leur coûte tellement! Le gymnase de la Poterie est toujours occupé par une soixantaine de personnes dont une vingtaine d'enfants. Venez y passer un moment, il y a besoin de monde en journée et la nuit. Un toit, c'est un droit! Zéro personne à la rue!
CorrespondantEs Rennes

SNCF À la gare de Caen, colère et solidarité cheminotes après un geste désespéré

Mardi 18 janvier, les cheminotes et cheminots de Caen apprennent qu'un de leurs collègues, contrôleur, a tenté de mettre fin à ses jours. La réaction ne se fait pas attendre: contrôleurEs et agentEs de conduite se mettent en droit de retrait.

Ils et elles savent que le geste de leur collègue n'est pas sans rapport avec le travail: il venait d'apprendre que la direction lançait la première étape d'une procédure disciplinaire à son encontre, alors même qu'il était en arrêt de travail.

Méthodes brutales de la direction
Voilà des années que les conditions de travail se détériorent: le nombre de trains circulant sur la région a augmenté mais pas les effectifs. Les agressions deviennent récurrentes, la faute



aux conditions de transport dégradées des usagerEs et à l'isolement de plus en plus fréquent et dur à vivre des agents SNCF, notamment

des contrôleurEs. La direction caennaise pourtant, au mépris de ce contexte, se distingue depuis plusieurs mois par ses méthodes brutales, ayant déjà donné lieu à un droit d'alerte d'organisations syndicales. Les entretiens disciplinaires et sanctions s'enchaînent à un rythme effréné, une manière de tenter de faire accepter aux cheminotEs des conditions de travail inacceptables. Le droit de retrait immédiat à Caen a été la réaction salutaire: en une demi-journée, elle a permis l'annulation de la procédure disciplinaire à l'encontre du collègue et

a mis la lumière sur les conditions de travail ainsi que sur le management agressif de la direction. Le sous-effectif sciemment organisé depuis des années, les réorganisations préparant l'ouverture à la concurrence du transport «voyageurs», les méthodes brutales de la direction visant à faire passer sa politique et ses conséquences délétères, c'est le lot des cheminotes et cheminots partout dans le pays. Les camarades de Caen ont montré la meilleure manière de les combattre: la solidarité collective et la lutte.
Correspondants

ÉCOLOGIE Grenoble, capitale du capitalisme vert

Un millier de manifestantEs se sont retrouvés samedi 15 janvier à Grenoble à l'occasion de l'inauguration de «Grenoble capitale verte européenne» par le maire écologiste Eric Piolle, en présence de la ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili.

Un premier appel a été initié par Alternatiba, rejoint par d'autres organisations comme Attac, Citoyens pour le Climat, Solidaires, la Confédération paysanne, Plus jamais ça, dénonçant principalement la responsabilité du président Macron, qui devait venir à ce temps fort. Un deuxième appel a été signé par une douzaine d'organisations (NPA, UCL, FFF, CNT, DAL, etc.), dénonçant la responsabilité de Macron mais aussi celle du maire de Grenoble, dans cette opération de greenwashing, associant les grandes entreprises, les multinationales de la cuvette, l'Union européenne. Pour ce pôle, la dimension anticapitaliste et critique était indispensable. À l'autre bord, le président du Medef s'est d'ailleurs déplacé le vendredi 14 janvier pour soutenir ces entreprises vers la «transition» capitaliste verte.



Une «écologie» pour les riches
Grenoble est souvent vue de l'extérieur comme un modèle de «ville en transition», tant du point de vue écologique que démocratique ou social. Il n'en est rien, et la mairie d'Éric Piolle s'est bien au contraire attelée à mettre en place une écologie des classes supérieures, individuelle, centrée exclusivement sur l'usage du vélo et les nouvelles technologies, bien loin de défendre, par exemple, les transports en commun gratuits pour toutes et tous et le contrôle de l'économie par les travailleurEs afin de rompre avec le modèle capitaliste de gaspillage et de consumérisme. Les écologistes conséquents doivent s'affronter à ce système pour le changer. Cette écologie de riches est incarnée par les politiques menées à Grenoble, que ce soit en élargissant la rocade à trois voies, en expulsant des mal-logéEs sous la neige au lieu de réquisitionner des logements vides, en autorisant seulement les voitures récentes à rouler dans l'agglomération, ce qui discrimine les plus pauvres tout en relançant l'industrie automobile, ou encore en détruisant des terres agricoles pour construire des centres commerciaux. Grenoble, c'est la ville du capitalisme vert que l'on doit combattre! Grenoble doit devenir la ville des alternatives que nous devons imposer: transports gratuits, arrêt des projets inutiles (Metrocable, centres commerciaux Neyrpic et Grand Place...), nouvelles gratuités (premiers mètres cube d'eau et kWh d'électricité), nouveaux droits sociaux, contrôle des prix des loyers, etc. D'autres rendez-vous unitaires sont envisagés par le pôle pour une écologie anticapitaliste, afin de dénoncer cette opération qui va se tenir toute l'année 2022.
Correspondant à Grenoble

Notre combat judiciaire contre le groupe SAFT a commencé par la contestation du mal nommé «plan de sauvegarde de l'emploi», en réalité un plan de licenciements, en 2013. La SAFT a cédé son activité Cadmium pour l'euro symbolique à un investisseur, moyen très classique pour se débarrasser de salariéEs et de ne pas assumer ses responsabilités. Parallèlement, nous nous sommes inquiétés des cas de plus en plus nombreux au fil des années, de maladies parmi nos collègues. Cancers, affections rénales. [...] La cause la plus évidente est l'exposition au cadmium, métal lourd utilisé dans la production de piles et de batteries. [...] Le cadmium, dont les dangers sont connus depuis les années 1950, est considéré comme cancérigène certain pour l'homme

depuis 1993. L'ampleur du problème a été révélée par les analyses sanguines qui ont démontré qu'une très grande partie du personnel avait des taux de cadmium dans le sang au-delà des normes. C'est une terrible épée de Damoclès qui menace maintenant ces collègues. La situation est comparable au scandale de l'amiante. **«Au nom des victimes»**
À ce jour, certainEs sont décédéEs de ces graves atteintes. Au nom de leurs enfants, de leurs familles et de leurs proches, nous ne pouvions rester inactifs. En 2015, à quelques-uns, en finançant sur nos deniers personnels, nous avons engagé une procédure pénale pour «mise en danger d'autrui» et «emploi de travailleur à une activité comportant un risque d'exposition à des agents

chimiques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction sans respect des règles de sécurité» contre les dirigeants de la SAFT devant le tribunal correctionnel d'Angoulême qui nous a donné raison en condamnant les responsables. Mais ils ont fait appel et la cour les a blanchis. Nous avons alors formé un pourvoi en cassation. La haute cour nous a entendus, et elle a cassé l'arrêt de la cour d'appel. L'affaire a donc été renvoyée devant la cour d'appel de Bordeaux en mars dernier, mais les avocats des dirigeants ont demandé un renvoi, ce qu'ils ont obtenu, en juillet. Et là encore, nouveau report. L'avocat de la SAFT était malade... [...] [La SAFT] a bénéficié pendant des années de subventions publiques de l'Europe, de l'État, de la Région Poitou-Charentes



et de la Région Nouvelle-Aquitaine sans contrepartie ni contrôle. Encore récemment, le président Macron lui-même est venu sur le site de Nersac annoncer de nouvelles aides publiques. [...] Nous

souhaitons que notre combat soit aussi un exemple pour tous les salariéEs exposés à des produits dangereux. **Collectif Résistance**
collectifresistance16@gmail.com

#Poutou2022

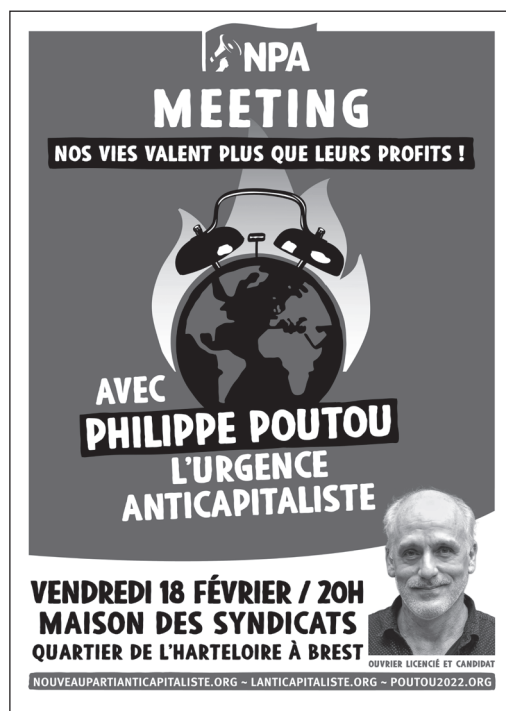
La campagne s'active dans le Finistère

Du comité de soutien à Quimper aux meetings en préparation à Hennebont (Morbihan) et Brest (Finistère) en passant par la future table ronde sur l'écologie et l'agriculture en Centre-Bretagne, la campagne bat son plein...

Si plusieurs équipes sont à la tâche dans la difficile récolte des parrainages, la tenue du comité de soutien à la candidature de Philippe Poutou à Kemper le 12 janvier a ravivé l'enthousiasme par, à notre échelle, sa réussite politique et militante.

Ambiance sereine et attentive

Répondant à notre invitation par mail et courrier postal, ce sont une trentaine de personnes qui se sont réunies le 12 janvier de 18 h à 20 h 30, tandis qu'une dizaine étaient excusées. Parmi les participantEs de Kemper, bien entendu, mais plus largement des pays et communes avoisinantes (Pays bigouden, Concarneau, Douarnenez...), une vingtaine n'étaient pas membres du NPA et représentatifs de la diversité de nos interventions, tant dans le monde paysan qu'ouvrier, dans la santé et le social, dans la solidarité avec les migrantEs et réfugiéEs ou encore dans l'antiracisme et l'antifascisme comme dans les luttes pour changer le système et pas le climat! Après une présentation introductive, par notre camarade Jean-Paul, du pourquoi de notre candidature et des axes que nous développons, une discussion riche et large a animé toute la soirée. Que ce soit autour de nos revendications, de la réduction du temps de travail, de la crise sanitaire et de la défense de la santé publique, des revendications au sein du monde paysan, de la rupture avec le productivisme et l'idée d'une sécurité sociale alimentaire, ou encore contre le nucléaire civil et militaire et le lobby militaro-industriel, ou l'affirmation de notre anticapitalisme et de notre internationalisme, le débat s'est déroulé dans une ambiance sereine et attentive avec l'envie de réussir la campagne et de préparer au mieux les prochaines échéances, en pointant aussi des manques comme dans le domaine de la culture.

**Conférence de presse et comité de soutien**

À l'issue de cette rencontre, la plupart des présentEs ont laissé leurs coordonnées tout en s'engageant à participer aux activités de diffusion des tracts, collages, voire recherche des parrainages... Le comité de soutien en constitution à la candidature de Philippe Poutou tiendra rapidement une conférence de presse, à la fois pour relancer l'appel à notre besoin vital de parrainages mais aussi pour faire vivre notre campagne et annoncer les réunions publiques à venir et développer les thèmes et propositions de notre programme. À l'évidence, et cette réunion en est la preuve, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui comptent sur notre présence politique et la nécessité de répondre à l'urgence anticapitaliste. Parce que nos vies valent plus que leurs profits : on sera là!

Correspondant

#Poutou2022

Succès du meeting régional avec Philippe Poutou à Poitiers!

Retour sur le déplacement de Philippe Poutou à Poitiers le 20 janvier.

Philippe Poutou s'est rendu à Poitiers jeudi 20 janvier. Dans l'après-midi, nous avons rencontré avec lui le collectif antinucléaire de la Vienne, qui nous a informés des problèmes que rencontre actuellement la centrale de Civaux et d'autres partout en France (fissures de tuyauterie, fuites de tritium...). Nous avons aussi évoqué plus globalement le risque nucléaire et les mensonges autour de cette énergie, impliquant d'en sortir au plus vite. Danger permanent puisque «le nucléaire porte en lui la catastrophe comme la nuée porte l'orage». Risque d'accident lié à une mauvaise manipulation humaine, à une catastrophe naturelle, à un attentat. Mensonges sur le fait d'expliquer qu'il s'agit d'une énergie propre : Quid de l'extraction, du transport, de la construction des centrales, du traitement des déchets, des moyens investis en sécurité? Cette énergie colonialiste qui repose sur l'empire français en Afrique a fait long feu. Il faut arrêter le nucléaire, diminuer les consommations d'énergie (isolation, sortie du tout électrique), développer des énergies renouvelables en investissant autant que ce que l'État français a fait pour le nucléaire. Enfin, nous rappelons que nous ne voulons supprimer aucun emploi : l'arrêt du nucléaire demande beaucoup de travail, pour très longtemps, et le renouvelable nécessite aussi des travailleursEs.



NPA

250 personnes, beaucoup de jeunes

Après cette rencontre nous avons rejoint les salons de Blossac. Plusieurs médias ont interviewé Philippe Poutou. Le meeting a commencé à 20 heures. 250 personnes se sont rassemblées! Malgré de nombreuses absences pour cause de Covid, nous avons fait le plein. Énormément de jeunes étaient présentEs, venuEs écouter Julien, professeur des écoles et syndicaliste, Mélissa et Ambroise, qui militent contre les bassines dans les Deux-Sèvres et dans la Vienne, Chantal du collectif Min de Rien qui organise de la solidarité concrète auprès des migrantEs, et bien entendu Philippe Poutou, candidat à la présidentielle. Nous remercions également Maryse, militante du NPA de la Vienne, qui a animé avec brio ce meeting.

Un meeting qui a permis de rappeler quelques grandes lignes de notre programme : 1 000 000 d'embauches dans les services publics de santé, d'éducation ; une agriculture biologique et paysanne, le maintien de l'eau comme un bien commun ; la régularisation des sans-papiers, la liberté de circulation et d'installation ; et la nécessité de prendre nos affaires en main, d'imposer par en bas un programme de lutte, ne pas attendre un sauveur via les élections... La campagne continue : autocollants, affiches, 4 pages sont partis comme des petits pains. Il nous reste maintenant à organiser le plus grand nombre de personnes pour battre le pavé, organiser la campagne, aller chercher les 300 parrainages qui nous manquent. Parce que nos vies valent plus que leurs profits : vite, la rupture anticapitaliste!

Correspondants

Parrainages**Tout donner (et même un peu plus) pour ne rien regretter!**

On a surtout eu de bonnes discussions. On ne partage pas tout ce que disent les maires. D'ailleurs, c'est réciproque. Ils sont nombreux à justifier leur refus de parrainer ainsi : «Moi, je ne parraine personne, je ne me retrouve dans aucun candidat».

Des discussions souvent très ouvertes

«Mais vous savez, la plupart des parrains de Philippe Poutou ne partagent pas la moitié de ses idées. Ils le parrainent pour que l'élection soit démocratique.» L'argument touche, mais n'ébranle pas le maire. La discussion s'épuise et on va prendre congé, quand il lance : «N'importe comment, il va faire des voix, votre gars».

«S'il a ses parrainages! Moi, j'y crois. Mais il faudrait quand même que je ramasse autre chose que des refus!»

«Bah... Vous avez un papier je suppose?»

«Euh... mais... Vous me disiez pas que vous ne parrainiez personne?»

«Donnez-le moi. Je le lirai, c'est promis. Rappelez-moi à la fin du mois.» Les discussions de cette eau-là se sont multipliées ces derniers jours. Combien de parrainages donneront-elles? Mystère. Mais ajoutées aux promesses, aux hésitants qui attendent de vérifier que Christiane Taubira ou Mélenchon ont bien leurs

signatures, elles sont autant de raisons d'espérer. Qualifier Philippe dépend des efforts de chacun de nous. De nous touTEs, militantEs ou pas, qui voulons l'entendre répéter à des dizaines de millions de personnes lors de la campagne officielle ce qu'il dit dans ses meetings aujourd'hui à des centaines. Désormais, chaque jour compte. Consentons tous les efforts possibles. De toute façon, tout ça sera derrière nous dans six semaines.

signatures, elles sont autant de raisons d'espérer. Qualifier Philippe dépend des efforts de chacun de nous. De nous touTEs, militantEs ou pas, qui voulons l'entendre répéter à des dizaines de millions de personnes lors de la campagne officielle ce qu'il dit dans ses meetings aujourd'hui à des centaines. Désormais, chaque jour compte. Consentons tous les efforts possibles. De toute façon, tout ça sera derrière nous dans six semaines.

Un gros effort

Nous en sommes à 235 promesses au moment où ces lignes sont écrites. Jusqu'à la veille de la réception du formulaire officiel de parrainage, nous continuons de les collecter. Plus leur nombre sera haut, plus nous aurons de chances de faire basculer ceux qui veulent que leur parrainage «serve à quelque chose», traduisez par «qualifie le parrainé». En signant une promesse, le maire s'engage non seulement vis-à-vis

d'un ou une camarade – et cet aspect humain compte – mais aussi envers le candidat. Nous construisons chaque nouvelle tournée dans le but de revoir des maires hésitants et transformer l'essai. Nous avons 1 000 hésitantEs à essayer de convaincre, c'est la priorité. Mais on voit aussi tous ceux qu'on a manqués dans le même secteur. On ne quitte pas un «nouveau» village sans avoir laissé la lettre de Philippe aux maires et le formulaire de promesse de parrainage, ne serait-ce que dans la boîte aux lettres de la mairie. On téléphonera à la permanence dont on a vérifié les horaires sur place. Et si le maire hésite, on ira le voir, lui aussi. L'objectif est que, dans les premiers jours de février, lorsque les formulaires officiels arriveront en mairie, nous ayons le plus possible de rendez-vous pour concrétiser les discussions. Fonçons camarades, notre avenir est devant nous.

Équipe nationale signatures

**Agenda**

Jeudi 27 janvier, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Bordeaux. À 19 h, salle de l'Athénée municipal.

Lundi 31 janvier, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Pantin. À 19 h 30, école Sadi-Carnot, M° Hoche / RER Gare-de-Pantin.

Mardi 1^{er} février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Metz. À 20 h, FJT Étap'Habitat, 2, rue Georges-Ducrocq.

Mercredi 2 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Montreuil. À 20 h, salle des fêtes de la mairie de Montreuil, M° Mairie-de-Montreuil (L 9).

Jeudi 3 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Saint-Nazaire. À 20 h, Maison des associations-Agora 1901, salle 7, 2 bis, bd Albert de Mun.

Vendredi 4 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Paris 5^e. À 19 h 15, ENS, salle Dussane, 45, rue d'Ulm, M° Place Monge (L 7), RER B Luxembourg.

Samedi 5 février, fête anticapitaliste avec Philippe Poutou, Limoges. À 16 h, salle Édouard-Detaille, 8, rue Édouard-Detaille, La Bastide.

Mercredi 9 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Valence. À 19 h, maison de la vie associative, 74, route de Montélier.

Vendredi 11 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Saint-Malo. À 19 h, salle de quartier de Rocabey (angle rue Jules-Ferry et bd Villebois-Mareuil).

Samedi 12 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Perpignan. À 17 h, cinéma Le Castillet.

Lundi 14 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Chambéry. À 18 h 30, salle Mérande.

Mercredi 16 février, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot – porte-parole de Philippe Poutou, Paris 11^e. À 19 h 30, AGECA, 177, bd de Charonne, M° Alexandre-Dumas.

Jeudi 17 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Hennebont. À 19 h, PMU Le Spot, place de la Mairie.

Vendredi 18 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Brest. À 20 h, Maison dessyndicats, quartier de l'Harteloire.

Mardi 22 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Mulhouse. À 20 h, MCP Cité, 29, rue Chanoine-Cetty.

Mercredi 23 février, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Audincourt (25). À 20 h, foyer municipal, place du Marché.

Mardi 1^{er} mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Lyon. À 19 h, CCVA Villeurbanne, 234, cours Zola, M° Flachat.

Mercredi 9 mars, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Besançon. À 20 h, Grand Kursaal, 2, place du Théâtre à Besançon.

Cinéma

Ouistreham, d'Emmanuel Carrère

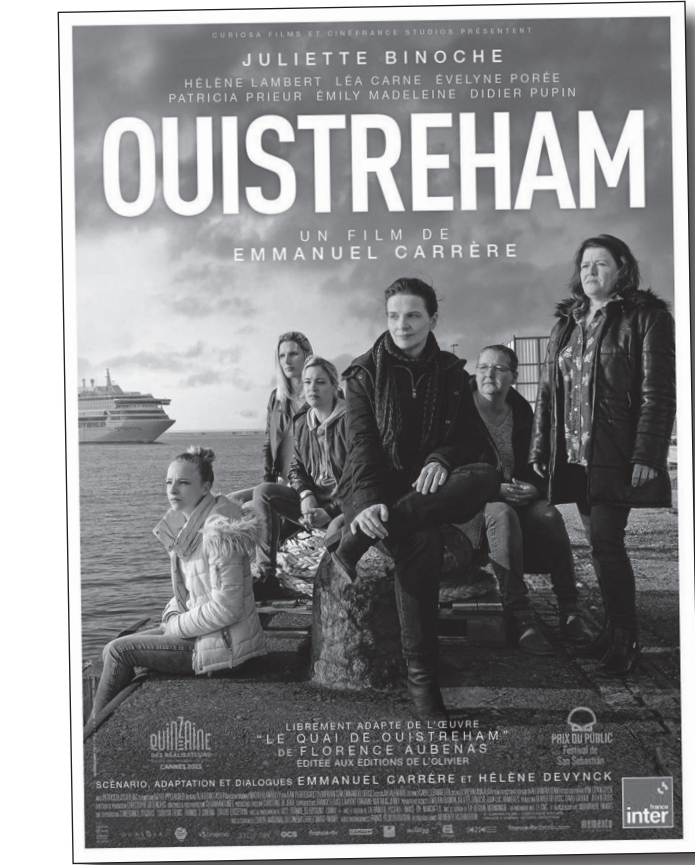
Film français, 1h46 min, sorti le 12 janvier.

Le film est une adaptation libre du livre de Florence Aubenas, paru en 2010, *le Quai de Ouistreham*. Afin d'écrire un livre, l'écrivaine Marianne Winckler a décidé de s'immerger dans le monde du travail précaire « *parce qu'[elle en avait] marre d'entendre parler de la crise, de la précarité de façon abstraite, parce qu'[elle voulait] voir en vrai le quotidien de ceux qu'on appelle les invisibles.* »

Conditions de travail indignes

Il n'y a effectivement rien d'« abstrait » dans la manière dont le film dépeint la réalité des « formations » de Pôle emploi, les conditions de travail dans les entreprises de nettoyage où les « agentes d'entretien » sont soumises aux vexations des clients auxquels les entreprises et leurs chefs donnent toujours raison, même quand leur mauvaise foi est criante. Des femmes dont la journée commence tôt et finit tard, hachée au gré des heures de ménage obtenues ici ou là.

Marianne se fait embaucher pour nettoyer les ferries qui font la traversée entre Portsmouth et Ouistreham, le port de Caen. En une heure et demie, l'équipe doit nettoyer le ferry et toutes ses cabines à raison de quatre minutes par cabine. Et, dans un ferry, beaucoup sont malades et le nettoyage des toilettes est comme on peut l'imaginer... D'ailleurs, aucun des hommes de l'équipe ne les nettoie, c'est réservé aux femmes ! Une amitié se noue entre Marianne, Christelle et Marilou qui se croisent



dans les formations de Pôle emploi avant de se retrouver à nettoyer les cabines des ferries. Une amitié très forte que met à l'épreuve le « mensonge » de Marianne qui n'a jamais dit qu'elle est en « immersion » : comme le remarque Emmanuel Carrère, « *on prétend être qui on n'est pas et on peut arrêter quand on veut* ». Si la toute jeune Marilou rêve de partir avec son amoureux – « *Loin* », dit-elle, sans

trop y croire –, Christelle, elle, la trentaine, trois enfants, se sait là pour toujours. Un fossé qu'aucune immersion ne peut faire franchir.

Pas de misérabilisme

Le film n'est jamais misérabiliste. Les protagonistes rient, beaucoup, partagent leurs émotions, font la fête. Et, surtout, s'entraident – on prête une voiture inemployée à qui n'en a pas, on prend le temps de

fêter le départ de celle qui a eu la chance de trouver un travail dans une chaîne de boulangerie... En dehors de Juliette Binoche, la distribution ne comporte quasiment pas d'acteur ou d'actrice professionnelle. Toutes sont criantes de vérité et Hélène Lambert (Christelle) crève littéralement l'écran, volant la vedette à Juliette Binoche. Les protagonistes de Florence Aubenas lui avaient reproché de parler d'elles comme de « précaires », lui précisant qu'elles étaient des travailleuses. Hélène Lambert, invitée à la matinale de France Inter, défend un point de vue semblable, revendiquant d'être considérée comme travailleuse en refusant le qualificatif de « femme de ménage » : « *Femme de ménage, c'est ce qu'on fait chez nous. [...] Agent d'entretien, c'est un travail.* »

Dans la veine de ce que sait si bien faire Ken Loach, le film montre les conditions de travail et de vie des « invisibles » – ces « premières lignes » dont on a tant parlé lors du premier confinement et qui ont bien vite disparu des radars. Une situation qu'Hélène Lambert dénonce : « *Il faut que les sociétés [de nettoyage] se disent qu'on n'est pas invisibles ; il faut savoir que nos petites mains nettoient et, si on n'était pas là, vos bureaux seraient sales. Donc pourquoi on ne pourrait pas travailler ensemble entre salariés et agents d'entretien ?* » Un film à voir et à faire voir – et un livre à lire ou relire : *le Quai de Ouistreham*, de Florence Aubenas, aux éditions de l'Olivier.

Jean-Jacques Franquier

Bande dessinée

Kristina Alexandra Vasa, reine de Suède du 6 novembre 1632 au 6 juin 1654, née le 18 décembre 1626, est décédée le 19 avril 1689 à Rome, après une vie très romanesque. Un règne dès l'âge de 6 ans, une abdication, une conversion, en font incontestablement un personnage historique à part. Jean-Luc Cornette (scénario) et Flore Balthazar (dessin, couleurs) lui consacrent une BD, adaptée de la pièce de Michel-Marc Bouchard.

Kristina crève les planches

Kristina, la reine-garçon, mise en planches en ce début 2022, a déjà donné lieu à un grand nombre de publications, de biographies – y compris de sa main –, de documentaires, d'un grand nombre de travaux universitaires, et aussi de deux films, dont l'excellent Kaurismäki. Contenir la vie et l'œuvre de Kristina en quelques pages de BD était donc un défi à relever...

La couverture plante le décor : Kristina, appelée à régner sur un pays d'ours et de bûcherons, s'impose en majesté, s'affiche comme celle que l'on ne dominera pas. Aussitôt après, un portrait pleine page qui, allez savoir pourquoi, m'évoque le lion rugissant de la MGM, place le récit qui va suivre directement sous la férule de celle qui, à l'instar des actrices qui captent la lumière, crève non pas l'écran mais les planches de cet ouvrage qui lui est consacré.

Kristina, la reine-garçon, de Jean-Luc Cornette et Flore Balthazar

Éditions Futuropolis, janvier 2022, 96 pages, 16 euros.



Kristina la moderne

Il ne s'agit pas ici de s'approprier la figure de Kristina en la dépeignant via des catégories de notre époque, tentation à laquelle il n'est pas facile d'échapper. Était-elle libertine, était-elle bisexuelle, était-elle féministe, était-elle même une femme – des scientifiques suédois iront jusqu'à exhumers son corps pour vérifier que le squelette qui repose au Vatican est bien celui d'une femme ! Ce qui donne force à ce livre, c'est de montrer,

au travers de certains épisodes de sa vie, que Kristina, plongée dans la tourmente des luttes de pouvoir du 17^e siècle en Europe, a su rester une femme libre, qui entendait garder la maîtrise sur sa vie, sur son corps. Son refus du mariage – refusant de laisser un homme « *labourer son corps comme un paysan la terre* » –, le rejet de la maternité, l'horreur que lui inspire l'idée même d'être « *engrossée comme une truie* », la volonté d'apporter à son peuple les sciences et les arts – ce pays de bûcherons incultes, violents et alcooliques –, la signature de la paix en Europe – la fin de la guerre de 30 ans entre monarchies catholiques et protestantes –, contre l'avis de tous ses conseils, contre la mémoire tutélaire de son père, le Lion du nord, chef de guerre pourfendeur de catholiques, la rupture avec le luthérianisme, rigide, austère et puritain, sa conversion au catholicisme, mais sans renoncer à son libre arbitre, son allégeance au Vatican, sans jamais négliger ses intérêts propres... Autant d'aspects de la vie et de l'œuvre de Kristina mises en pages par les auteurs, qui suffisent à camper la modernité

de la reine Kristina et à donner aux lecteurEs l'envie d'en savoir plus sur celle qui, toujours à contre-courant, toujours indocile, forte, fière et rebelle, aura toute sa vie honoré sa devise : « *Je suis née libre, j'ai vécu libre, je mourrai libérée* ». Vincent Gibelin

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Récit

Une sortie honorable, d'Éric Vuillard

Acte Sud, 208 pages, 18,50 euros.

C'est le tout dernier livre d'Éric Vuillard, qui vient de sortir. Toujours écrit dans le même style, de manière concise, avec pas mal d'ironie, l'auteur part souvent d'une anecdote, d'un document, d'une photo, d'un individu pour raconter un événement historique grave et dramatique.

Travailleurs indochinois surexploités

Après nous avoir parlé de la révolution de 1789 (*14 Juillet*), du massacre des populations autochtones d'Amérique (*Tristesse de la Terre*), de la terreur coloniale (*Congo*), de la Première Guerre mondiale (*La bataille de l'Occident*), des révoltes paysannes (*La guerre des pauvres*), voilà qu'Éric Vuillard se penche à nouveau sur la colonisation avec la guerre d'Indochine.

Le récit commence en 1928, avec la visite de trois inspecteurs du travail sur une plantation de caoutchouc, admirable d'alignement des arbres, appartenant à Michelin aidé de Taylor pour la rationalisation du travail. On est tout de suite dans l'ambiance : des dirigeants et cadres français qui surexploitent avec brutalité des ouvriers indochinois, qu'ils torturent même lorsque ceux-ci tentent de fuir leur condition. Et puis au fil des chapitres, la situation coloniale est décrite au travers de plusieurs portraits de personnages, arrogants ou ridicules, ambitieux, carriéristes, opportunistes. On fait connaissance ainsi de quelques politiciens ministres ou députés au Parlement, de dirigeants de conseil d'administration de banque, de hauts fonctionnaires, de plusieurs militaires haut gradés dont De Lattre de Tassigny ou autres généraux, en clair toute la panoplie coloniale au complet.

Critique efficace et percutante du colonialisme

Et puis il y a la guerre, les batailles, les défaites de l'armée française, humiliantes pour la puissance coloniale, contre une armée populaire, contre un peuple, contre des paysans, des ouvriers, des pauvres qui luttent pour leur dignité, pour leur indépendance. À côté de ceux qui veulent se faire un nom dans cette guerre, il y a le cynisme des capitalistes, des propriétaires des mines ou des plantations, celui des banquiers qui investissent ou désinvestissent au gré des événements, qui calculent, qui s'enrichissent sans honte en pillant, en détruisant, en surexploitant. Cette guerre d'Indochine, avec les batailles de Cao Bang (1950) ou Diên Biên Phu (1954), était bien motivée par les intérêts des capitalistes français et non pas juste pour un territoire aussi beau soit-il. Et c'est pour cela que l'État colonisateur s'accroche, méprisant tout un peuple. Vuillard nous raconte tout cela, en peu de pages, en quelques portraits, en quelques petites histoires. C'est efficace, c'est percutant, très plaisant à lire car on sourit pas mal des portraits moqueurs de ces gens de la classe dominante.

Nous sommes plongés entre les années 1920 et 1950, mais on pense souvent à notre époque, car le colonialisme ou l'impérialisme, le pillage des richesses ou l'exploitation des peuples, ce n'est pas que de l'histoire passée, c'est aussi très actuel. Vraiment, c'est à lire, comme d'ailleurs tous les autres récits du même auteur.

Philippe Poutou



JARDINS JOYEUX À ROUEN Malgré l'intervention policière, sauver le lieu des bétonneurs!

Entretien. L'ancien foyer Sainte-Marie, en plein cœur de Rouen, doté d'un vaste domaine historique et d'un parc, était occupé depuis plus de sept mois face aux projet de Sedelka, un promoteur immobilier aux pratiques douteuses, qui veut bétonner tout ça pour faire de l'immobilier de luxe. Quelques jours après l'intervention policière du 11 janvier 2022 qui a chassé les occupantEs, interview de **Philomène, Adama, Jonathan et Deli...**

Que faut-il retenir de ces sept mois d'occupation des Jardins joyeux?

Philomène : Le but premier de l'occupation des Jardins joyeux, qui a commencé le 13 juin de l'an passé, c'était la sauvegarde des 4000 mètres carrés de jardins de ce lieu historique de 8000 mètres carrés. On avait la volonté d'en faire un potager en plein cœur de ville, pour la résilience alimentaire. Et après, c'est le lieu qui a amené tout ça, un projet social, culturel, d'accueil de personnes migrantes ou précaires, l'organisation de concerts, de temps politiques de discussion, notamment des films sur l'écologie.

Jonathan : Moi je suis entré dans le lieu suite à une occupation dans la même rue. J'étais en demande de logement social, et donc j'ai participé à l'occupation. J'étais pas le seul dans cette situation, et donc un projet écologique est né, avec beaucoup de gens en galère qui ont pu s'aider. Il y a eu des scènes ouvertes, des jardins partagés avec les résidentEs du quartier. D'ailleurs après l'intervention des flics, sur les réseaux sociaux, on a vu pas mal d'habitantEs du quartier qui disait que ça leur faisait mal au cœur, que ça donnait une âme au quartier.

Adama : J'ai pas grand-chose à dire tellement c'est triste l'intervention des flics. Quand je suis arrivé aux Jardins joyeux, mon problème c'était d'avoir un logement vu ma situation. J'ai rencontré beaucoup de jeunes compétents qui avaient des projets. Alors j'ai voulu participer avec mon projet pour la couture, donner des cours de couture à ceux et celles qui sont intéressés. C'était un super lieu, qui a pris beaucoup de gens qui vivaient dans la difficulté, qui n'avaient pas de logement. Des migrantEs, des Européens dans la misère. Beaucoup de choses sympas. C'est triste qu'ils soient venus nous expulser.

Jonathan : Il ne faut pas oublier que c'était un lieu ouvert au public de 7h à 19h, tous les jours, avec des visites des riverains, des explications sur le projet du promoteur, sur le contre-projet que nous avons monté avec une vingtaine d'associations. Une vie en collectivité qui s'organisait au jour le jour avec un espace cuisine, un espace repas, un espace bibliothèque. Une vie qui a été mise en place, avec chaque jour ses évolutions.

Philomène : En été, les premiers mois, on a été très assidus avec des réunions régulières entre les 30 occupantEs. On avait une AG tous les 15 jours, avec les habitantEs, les soutiens proches, il y a eu aussi des réunions avec les riverains. L'hiver, c'est clair, ça a été plus compliqué. On a aussi eu quelques réunions difficiles. Sur la justice au sein de notre collectif. Comment gérer avec les habitantEs des comportements d'amis qu'on n'aurait pas acceptés en dehors. Comme des comportements homophobes, transphobes ou violents. On a meublé le lieu avec des meubles récupérés dans la rue, ou des gens qui déménagent, qui ont fait des dons. On a aussi récupéré des vêtements, et on a ouvert un free shop de fringues.

Alors les 1%, les gens d'en face, ceux que la police est venue défendre



Philippe Poutou et les occupantEs des Jardins joyeux le 17 janvier à Rouen. NPA

en vous expulsant au petit matin, ils avaient quoi comme projet pour ce lieu?

Jonathan : On peut résumer: dénaturiser pour bétonniser! Voilà. Même si pour se donner bonne conscience, Sedelka, le promoteur immobilier qui a racheté le bâtiment, se vantait de vouloir planter 40 arbres, pour se racheter de détruire 4000 m² de jardins! À Rouen ou à Caen, il ne faut pas oublier que les projets de Sedelka ne passent pas. Parce que c'est à chaque fois dénaturiser pour mettre du béton à la place, pour des projets immobiliers haut de gamme. Même pour récupérer des poules, ils n'ont pas voulu nous laisser rentrer, après l'expulsion.

Adama : Moi je n'ai même pas pu récupérer mes affaires!

Deli : Oui, on a demandé à Sedelka de récupérer nos affaires. On a retrouvé des bennes entières de matériel, jeté devant les jardins comme des ordures. Tout ça pour construire 127 logements, surtout des logements de luxe et de haut standing, et 21 logements sociaux, l'obligation légale. Ils veulent rénover la partie noble, pour eux, le bâtiment le plus ancien du 16^e siècle, pour abriter les logements

les plus luxueux. Et abattre toute une aile, qu'ils considèrent comme dangereuse et sans intérêt patrimonial, mais qui est en fait très belle, avec des constructions en brique, en fer forgé et pans en bois. Un bâtiment hyper exceptionnel. Ils veulent faire tomber ça pour mettre une barre de béton, et détruire les deux terrasses de jardin, pour construire des immeubles et 70 places de parking.

Jonathan : Ils veulent aussi détruire une petite pépite, un petit théâtre de poche, qui a du vécu. On a aussi beaucoup de questions sur le devenir de la petite chapelle. De grosses zones d'ombre sur le projet de Sedelka.

Les flics sont intervenus le 11 janvier, alors que vous étiez protégés en principe par la trêve hivernale. Comment vous voyez la poursuite de la lutte?

Deli : Ce n'est pas facile sans lieu. Mais je fais partie des gens qui considèrent que même si on est expulsé, rien n'est fini. Si on est suffisamment déterminé, il y a toujours moyen de mettre en échec le projet de Sedelka. La totalité du projet, on n'est pas sûr. Mais il y a encore une possibilité de victoire pour sauver les jardins.

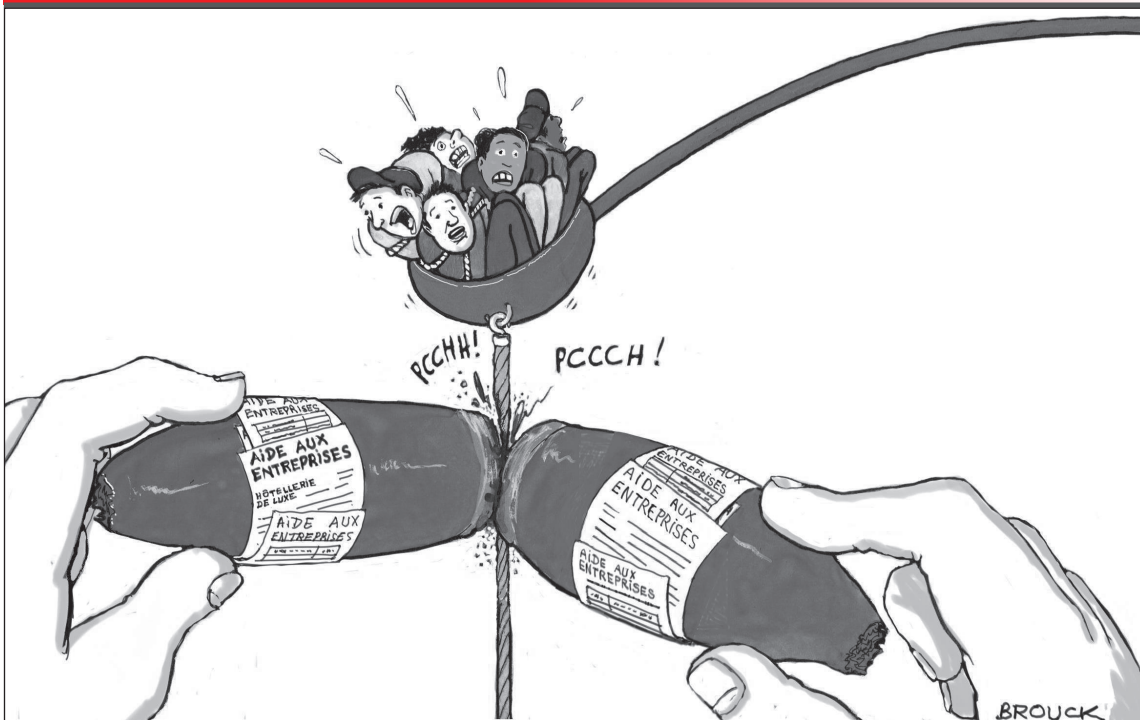
C'est absolument indispensable. L'abandon du projet de Sedelka, par exemple en leur demandant leur prix, du coup on louerait. Éventuellement. C'est ce qu'on va leur proposer. On va leur dire, de toutes façons, votre projet n'aura pas lieu. Parce que les gens vont se mobiliser, qu'on va multiplier les recours, des recours juridiques, notamment un recours gracieux envoyé aujourd'hui contre le permis de construire, un recours au ministère de la Culture pour qu'ils analysent les bâtiments pour savoir s'ils doivent être classés. Il y a aussi des discussions avec des élus de la mairie de Rouen, qui sont en contact avec Sedelka, pour leur dire qu'ils ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent, au vu de la situation. Les recours, ça peut faire perdre des années à Sedelka. Il y a aussi une demande au conseil municipal de Rouen de prendre en urgence un arrêté pour une enquête en vue d'une déclaration d'utilité publique.

Philomène : Et visiblement, Sedelka aurait accepté une rencontre entre elle, la mairie et les occupantEs.

Deli : À côté de ça, il va y avoir à Rouen une grosse mobilisation contre le contournement Est, et il y a un préalable pour gagner contre ce projet à plusieurs milliards d'euros, c'est de sauver les Jardins joyeux. Je ne vois pas comment on pourrait gagner contre le contournement, mettre en échec Vinci, l'État, si on n'est pas capable de sauver les Jardins joyeux, pour sauver le futur, à quelques mètres de l'Hôtel de ville. On en appelle aux militants et militantes, ceux qui se battent pour des projets écologiques ou contre le contournement Est, pour se mobiliser pour sauver les jardins. Il y a des discussions tripartites avec Sedelka, la mairie, le collectif des habitantEs des jardins, mais ce qui pourra les faire céder, au final, ça sera la mobilisation. D'autant que Sedelka annonce le début des travaux avant la fin du mois. Alors on organise des manifs, des petits déjeuners devant les jardins tous les matin à 7h pour empêcher les travaux, faire pression sur la mairie et la préfecture.

Propos recueillis par Frank Prouhet

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN FRANCE: DES «SIGNAUX INQUIÉTANTS». Avec sa 22^e place sur 180 territoires classés, la France grappille une place par rapport à l'indice établi en 2020, et devance les États-Unis (28^e), la Chine (66^e) ou le sud Soudan dernier sur la liste.

Mais avec un score de 71/100, elle reste loin du trio de tête constitué par le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande, selon l'ONG qui retranscrit par pays – sur la base de données fournies par des institutions comme la Banque mondiale – la perception de la corruption dans le secteur public, différente du niveau réel de corruption.

La France «peine à imprimer une dynamique suffisante» pour retrouver son plus haut classement, enregistré en 2005, indique l'ONG dans un communiqué.

«Le manque de moyens alloués à la justice et à la police économique et financière» illustre le fait que la lutte contre la corruption «n'est pas une priorité, et c'est un souci qui peut expliquer la relative stagnation dans laquelle on se trouve», a expliqué par ailleurs devant la presse Patrick Lefas, président de Transparency International France, évoquant des «flux et reflux».

L'ONG note d'une part des progrès «indéniables», «accomplis durant le mandat précédent», sous François Hollande, et à mettre entre autres au crédit de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique et du Parquet national financier, créés en 2013, ou du statut protecteur des lanceurs d'alerte créé par la loi Sapin II en 2016.

Cette dynamique ne s'est «pas poursuivie depuis», selon l'ONG, et s'est vue amoindrie par de «nombreux reculs et signaux inquiétants».

Parmi eux, entre autres, «les déclarations incomplètes ou mensongères» de ministres venues dégrader la perception de la corruption et l'image d'exemplarité brandie par l'exécutif.

L'ONG cite notamment les omissions initiales de déclarations du garde des Sceaux Éric Dupond-Moretti ou bien les 171000 euros non déclarés par Alain Griset et qui ont valu 6 mois de prison avec sursis au ministre délégué aux petites et moyennes entreprises, contraint de quitter le gouvernement en décembre.

Ces affaires ont retardé les effets de dispositifs comme la loi de confiance dans la vie politique de 2017 ou la loi sur les mécanismes de restitution des biens dits «mal acquis» promulguée l'été dernier. [...]

Agence France-Presse, «Lutte contre la corruption: entre «flux et reflux», la France stagne, selon une ONG»

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un **RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org